

**AAFI**   
**AFICS**

# BULLETIN

Vol 70, No. 3

Juillet – July 2011

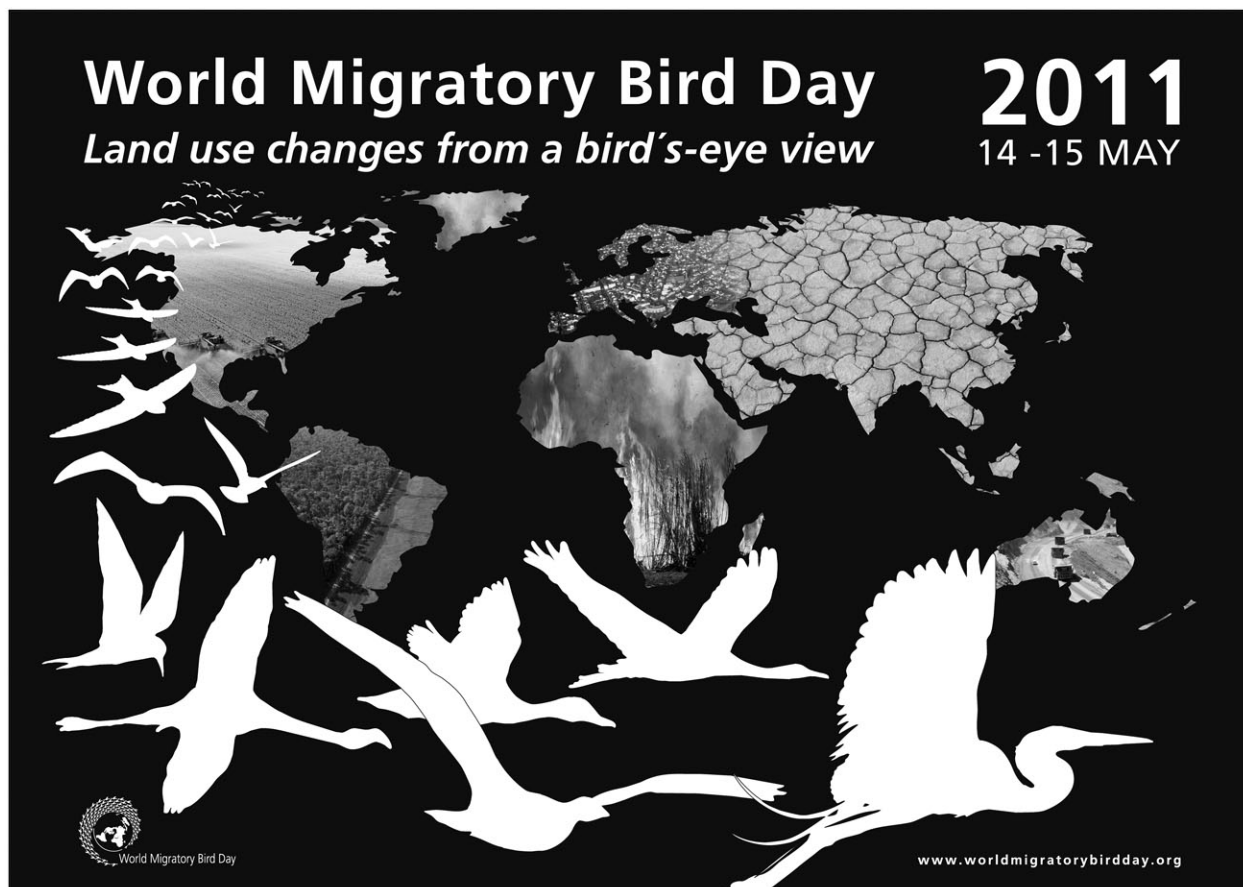
ASSOCIATION DES ANCIENS FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX - Genève  
ASSOCIATION OF FORMER INTERNATIONAL CIVIL SERVANTS - Geneva

**World Migratory Bird Day**

*Land use changes from a bird's-eye view*

**2011**

14 - 15 MAY



**AAFI-AFICS SEPTEMBER LUNCH  
DÉJEUNER DE SEPTEMBRE**

***Le mardi 13 septembre 2011 à midi  
Restaurant du BIT  
To be held on Tuesday 13 September 2011  
at the ILO Restaurant***

***MENU***

***Velouté de citrouille aux graines de tournesol  
Tajine d'agneau aux fruits secs, garniture automnale  
Charlotte aux pommes et au miel  
Kir, vin, eaux minérales, café***

***Prix : CHF 45.- (tout compris/all inclusive)***

***Please register no later than 7 September 2011  
by e-mail (aafi-afics@unog.ch) or in writing  
(AAFI-AFICS, Bureau A-265, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10)***

***Prière de vous inscrire pour le 7 septembre 2011***



**VOL. 70, NO. 3**  
**Juillet -- July 2011**

**Table des matières**

	<b>Page</b>
EDITORIAL.....	2
AAFI-AFICS SEMINAIRE "TESTAMENTS ET SUCCESSIONS" GENÈVE, 28 SEPTEMBRE 2010.....	4
PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS ..	10
A LA RECHERCHE DU TEMPS.....	12
IMPRESSIONS <i>TOUT À FAIT</i> <i>PERSONNELLES</i> DE NOTRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.....	14
PLANTONS UN ARBRE.....	15
POEME - O PRINTEMPS!.....	16
NOUVELLES DES ORGANISATIONS.....	17
FRAIS BANCAIRES SUPPLÉMENTAIRES POUR CLIENTS DOMICILIÉS HORS DE SUISSE.....	19
COURRIER DES LECTEURS.....	20
NOUVEAUX MEMBRES.....	44
ILS NOUS ONT QUITTÉS.....	46

**Table of Contents**

	<b>Page</b>
EDITORIAL.....	21
AAFI-AFICS SEMINAR ON WILLS AND SUCCESSIONS 28 SEPTEMBER 2010	23
OF CABBAGES AND KINGS.....	28
IN SEARCH OF LOST TIME ...	30
THE 2011 GENERAL ASSEMBLY OF AAFI-AFICS.....	31
ANYONE FOR SHAKESPEARE?.....	33
LET US PLANT A TREE.....	34
POEM.....	35
NEWS FROM THE ORGANIZATIONS.....	35
BANK CHARGES FOR NON-SWISS RESIDENTS.....	37
BOOK REVIEWS.....	38
LETTERS FROM OUR MEMBERS.....	42
NEW MEMBERS.....	44
THEY HAVE PASSED AWAY.....	46

**AAFI-AFICS**

Bureau A.265, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10  
Tél: Secrétariat +41 (22) 917 33 30, Président +41 (22) 917 26 26 -- Fax: +41 (22) 917 00 75  
Banque UBS SA Genève (Compte: 240-128594.LUT; IBAN: CH6600240240128594LUT;  
SWIFT/BIC: UBSWCHZ80A)  
Compte de chèques postaux Genève: 12-7881-5  
E-mail: [aafi-afics@unog.ch](mailto:aafi-afics@unog.ch)  
Site internet (français): [afics.unog.ch/aafi.htm](http://afics.unog.ch/aafi.htm), Web (English): [afics.unog.ch/afics.htm](http://afics.unog.ch/afics.htm)

« Seul celui qui a pris sa retraite sait ce qu'est la retraite »

Il existe un superbe pastiche d'une cantate de Bach écrit par Peter Schickele, intitulé « Iphigénie à Brooklyn ». Il se termine par une super fugue et s'achève par ces mots « Seul celui qui court sait ce que c'est que courir »

Peu importe : vous ne lisez pas le Bulletin de l'AAFI-AFICS pour tout savoir sur les parodies de Bach. Maintenant, réfléchissez quelques instants à une autre affirmation, beaucoup plus sérieuse celle-ci : « Seul celui (ou celle, bien sûr) qui a pris sa retraite, sait ce qu'est la retraite. »

Je pense qu'il serait important d'associer davantage les retraités aux séminaires de préparation à la retraite en apportant l'expérience et la sagesse de ceux qui ont pris leur retraite à ceux qui sont sur le point d'aborder cette merveilleuse nouvelle étape.

Et quand je dis « retraités », c'est à vous que je pense.

Je suis persuadé que, depuis que vous avez pris votre retraite, vous vous êtes souvenus, au moins une fois, de l'information qui (espérons-le) vous a été donnée avant votre départ et que vous vous êtes dits : « si seulement quelqu'un avait pu me parler de ce qui m'attendait dans telle et telle situation lorsque je serais en retraite. » Ce qui vous attendait pouvait avoir bien des aspects : le simple plaisir de ne plus avoir à aller au bureau ; la difficulté de s'organiser dans une nouvelle vie bien occupée ; faire face aux innombrables caprices de votre ordinateur ; remplir votre déclaration annuelle pour le fisc ; sans parler bien sûr de la réalité quotidienne d'avoir à vivre avec un budget réduit.

Nous avons tous nos dadas, nos sujets de prédilection.

Quels qu'ils soient, nous aurions probablement aimé être informés à l'avance des problèmes qu'ils peuvent poser. Les séminaires de préparation à la retraite de nos organisations constituent l'un des meilleurs supports pour ce type d'information.

Depuis plusieurs années, l'AAFI-AFICS est invitée à faire une présentation à l'occasion des séminaires de préparation à la retraite de l'ONUG et du BIT. Dans d'autres villes-sièges, nos collègues participent également à des réunions similaires mises en place par d'autres organisations. Il s'agit essentiellement, pour ce qui nous concerne, de l'appui et des conseils que peut donner l'AAFI-AFICS avant et pendant la retraite, surtout sur des sujets tels que le choix du lieu où l'on va vivre, l'organisation de la vie à la retraite et d'autres encore sur des questions délicates relatives aux pensions comme - par exemple- « la somme en capital : la prendre, ou la laisser ? » D'autres participants à ces séminaires de cinq jours font des exposés sur les formalités administratives du départ en retraite, la Caisse des pensions, l'assurance-maladie, la fiscalité, les questions successorales, *et cetera*.

Nous estimons que ces séminaires sont d'excellente qualité mais nous pensons qu'il conviendrait de les améliorer du point de vue de leur contenu, de leur calendrier et de leur audience.

### Contenu

Le contenu de ces séminaires est bon et continue à s'améliorer. Il me semble toutefois que la plupart d'entre nous souhaiteraient qu'une attention plus grande soit portée à la période de transition vers la retraite avec des exposés sur des aspects de la « vraie vie ». Dans cet ordre d'idée, il conviendrait d'accorder une attention plus grande à la question de l'organisation du budget des retraités.

## Calendrier

Nous sommes confrontés à deux difficultés:

i) Quel est le meilleur moment pour recueillir l'information nécessaire et commencer à se préparer à partir en retraite : une, deux, parfois même pour certaines questions, cinq années avant la date prévue ? Par exemple, un sujet tel que le choix d'un lieu de résidence mérite que l'on y réfléchisse bien avant son départ en retraite. De même, la « préparation psychologique » exige que l'on s'y attelle très tôt.

ii) La deuxième difficulté à résoudre est d'ordre plus pratique et concerne la durée des séminaires et leur insertion dans la charge de travail normale. Actuellement, leur durée est le plus souvent de cinq jours : assister à toutes les séances peut être un casse-tête pour ceux qui ont un programme de travail quotidien chargé.

## Audience

Si les séminaires sont utiles – et, comme les administrations, nous sommes convaincus qu'ils le sont – ils doivent être accessibles à tout le personnel où qu'il se trouve. Le séminaire du BIT est diffusé tel quel à tous les fonctionnaires de l'Organisation travaillant dans le « field ». C'est un bon début, mais nous devons réfléchir aux moyens – non seulement de faire parvenir le contenu du séminaire à ces personnels - mais aussi de leur donner la possibilité de participer, d'une certaine façon, aux échanges d'informations pendant le séminaire.

Le système de vidéo-conférence a progressé à pas de géant depuis l'époque où nous devons nous égosiller pour parler à nos collègues sur des lignes téléphoniques non synchronisées et crachotantes. Aujourd'hui, les dernières avancées des technologies sur la « télé-présence » permet à quiconque de se sentir présent, grâce à la télérobotique, ailleurs que là où il se trouve. Visiblement, le droit à l'antenne pourrait devenir un jour l'un des droits de l'homme !

Et si, pour le moment, nous ne pouvons tous avoir accès aux bienfaits de la télérobotique, il y a toujours les bonnes vieilles technologies comme Skype, voire - encore plus rudimentaire - les présentations sur DVD à regarder sur votre ordinateur personnel.

Il est clair que s'impose un judicieux mélange des technologies disponibles.

## Aidez-nous

Oui, nous avons besoin de votre aide : non pas sur les problèmes de robotique, mais pour nous raconter vos souvenirs de votre passage à la condition de retraité.

Dîtes-nous dans quels domaines vous auriez aimé recevoir davantage d'information ; et cela, combien de temps avant la date à laquelle vous avez pris votre retraite. Contactez-nous, « à l'ancienne » ou « à la moderne », soit par une lettre à l'AAFI-AFICS, Bureau A265, Palais des Nations, CH 1211 Genève, Suisse, soit par un courriel à : [aafi-afics@unog.ch](mailto:aafi-afics@unog.ch)

Vous avez la période estivale pour y réfléchir. Aussi, la date limite pour recevoir vos contributions est-elle le 1<sup>er</sup> septembre 2011.

Nous allons voir avec nos collègues des associations membres de la FAAFI/FAFICS comment faire pour réunir une contribution mondiale.

Maintenant, à vos plumes et papier – ou à vos claviers – et, d'avance, un grand merci pour votre aide !

**Roger EGGLESTON**

## AAFI-AFICS SEMINAIRE "TESTAMENTS ET SUCCESSIONS" GENÈVE, 28 SEPTEMBRE 2010

(La deuxième partie de la conférence des deux notaires - Maitres Nathalie Andrier et Laurent Besso)

### Me Besso

Il existe différents types de testament ; je vais parler des plus courants, en tout cas, de ceux que nous connaissons en droit suisse.

Je dirais que le premier d'entre eux est ce qu'on appelle le '*testament olographe*' ; c'est un testament *entièrement écrit de votre main*. Je me permets de vous rendre attentif au fait qu'un testament qui n'est pas écrit entièrement de votre main, signé et daté, sera nul si ce n'est pas un testament authentique, c'est-à-dire fait par un notaire. Donc, faites bien attention : les listes annexées, un petit mot inscrit à la machine à écrire ou à l'ordinateur, rendent un testament nul. Le testament doit être écrit de façon manuscrite de la première à la dernière lettre de la signature ou au dernier point après la signature. Sinon, comme je l'ai dit la sentence n'est pas l'annulabilité - c'est-à-dire qu'il faudrait entamer une procédure pour le rendre nul - mais sa nullité pure et simple. En outre, en Suisse, un testament doit être écrit dans l'une des langues officielles de la Confédération, sinon il devra obligatoirement être traduit lorsqu'il sera ouvert : cette traduction - officielle - pourra être onéreuse et s'ajoutera au coût du règlement de la succession.

Ensuite, un autre type de testament, est précisément le '*testament authentique*'. En Suisse, il est rédigé devant notaire, avec lui, avec son concours, et celui-ci a donc la responsabilité également des conseils qu'il va vous donner pour le rédiger, le cas échéant aussi de sa conservation ; c'est enfin le notaire qui en délivrera une expédition. Il sera signé par vous et le notaire, en présence de deux témoins pour montrer qu'il résulte bien de votre volonté et vous aurez à faire certaines déclarations en ce sens à ces témoins.

Enfin, il existe en Suisse un dernier type de testament qui est ce que j'appellerai le '*testament oral*'. Ce testament oral ne peut être fait que dans des situations d'urgence ; bien sûr, il doit être dicté à la justice de paix tout de suite après avoir été reçu. Les personnes habilitées naturellement pour le recevoir sont les personnes qui peuvent être confrontées à ces situations d'urgence, c'est-à-dire un membre du corps médical ou, le cas échéant, un officier, un prêtre ou, bien sûr, un notaire qui a l'habitude de ce genre d'opération. Le testament oral est donc un testament d'un genre assez particulier et, heureusement, on n'a pas à l'utiliser très souvent.

Je donne maintenant la parole à Me Andrier, car en France, ils ont une quantité de testaments différents dont certains ont des dons absolument merveilleux.

### Me Andrier

On retrouve en France les mêmes catégories de testaments : le '*testament olographe*', le '*testament authentique*' à la différence qu'il est reçu soit par le notaire et deux témoins, soit par deux notaires. En effet si cela gêne la personne concernée de faire appel à des témoins - car il s'agit quand même de dispositions un peu inhabituelles - on peut faire recevoir un testament par deux notaires.

Le '*legs verbal*' peut être reconnu dans des circonstances également extrêmement restreintes en France au profit du conjoint survivant, mais ce que visait mon confrère, c'est le '*testament mystique*' ; sans doute ainsi nommé parce que dans ces périodes de deuil on a certainement besoin d'une grande spiritualité. Mais ceci était plus destiné à me faire discourir que de me faire parler d'un usage réel ! Il s'agit d'un testament remis au notaire dans une enveloppe fermée. Et comme nous, notaires, sommes d'un naturel curieux, lorsque quelqu'un nous remet un testament nous préférons en connaître le contenu, ne serait-ce que pour vérifier s'il est bien exécutable et applicable. Mais il n'arrive que très rarement que l'on utilise encore le '*testament mystique*'.

Ce qu'on utilise peut-être plus que vous, c'est la *transmission du patrimoine par donation*. La donation peut avoir un double intérêt : soit sur un plan fiscal – mais cela je le garde pour plus tard

lorsque nous parlerons de droits de succession – soit sur un plan civil : on peut envisager du vivant des parents - parce que généralement il se fait au profit des enfants - une '*donation partage*', c'est-à-dire une répartition des biens des parents. C'est une bonne façon de préserver la paix des familles. Il est bon qu'avant leur future disparition, les parents disent à leurs enfants (ou à leurs héritiers si ce ne sont pas leurs enfants) ce qu'ils veulent et les raisons de leur choix. Lorsqu'il s'agit des enfants, le plus difficile dans une succession, une fois que la personne n'est plus là, c'est de se rendre compte qu'il y a certaines dispositions au profit de quelqu'un d'autre et que l'on ressent cela comme une grande frustration : « ... mais alors, il ne m'aimait pas ... ». C'est là une situation très difficile à vivre. Donc il faut vraiment privilégier le dialogue, expliquer ce que vous voulez faire . Cela se passe très bien en général

Mais en Suisse la donation semble être moins utilisée ?

### Me Besso

En Suisse, on l'utilise en effet très rarement. Entre parenthèses je voudrais souligner que la Convention franco-suisse en matière de successions ne s'applique pas en matière de donations. Il faut faire assez attention, parce qu'il peut y avoir double imposition, mais nous en reparlerons tout à l'heure.

La Suisse utilise plutôt un autre instrument qui s'appelle le '*pacte successoral*'. Le '*pacte successoral*' ne sera pas une volonté commune de plusieurs personnes, c'est un contrat où chaque personne prendra des dispositions particulières. Alors bien sûr, pour préserver cette paix des familles dont on parlait tout à l'heure, il est préférable que les enfants, les parents soient tous autour de la table, que les parents exposent aux enfants ce qu'ils souhaitent faire - le cas échéant privilégier le conjoint survivant et qu'après, celui-ci redistribue tout en parts égales aux enfants ou à d'autres personnes, mais ceci peut être ainsi discuté.

Ceci peut aussi être approuvé et c'est là que vient, je dirais, l'utilité du '*pacte successoral*'. En effet, par ce document, un héritier peut renoncer à sa Réserve au profit d'un tiers, d'un tiers qui soit l'un de ses parents, soit l'un de ses frères et sœurs qui a peut-être eu moins de chance dans la vie, ou d'accepter certains aménagements, par exemple de calcul de valeur d'une entreprise, d'une maison ; là aussi, on peut rencontrer beaucoup de problèmes parce que s'il est très simple de dire « *je divise ma fortune entre mes deux enfants* » - les disputes ne viennent d'ailleurs pas tellement de là : ils vous expliquent très gentiment qu'ils ne veulent que l'application de la loi et qu'ils sont très heureux avec cette disposition. Par contre, la maison de l'autre aura toujours une plus grande valeur que celle que l'on a reçue soi-même. Donc le '*pacte successoral*' peut aussi aider à cette transmission en prévoyant des règles de calcul.

Maintenant, attention : comme va vous l'expliquer Me Andrier, ce document peut n'être pas forcément valable dans tous les pays. Certains pays ne le reconnaissent pas, et il faut l'utiliser avec parcimonie, parce qu'il peut être irrévocable. En effet, on peut le signer à une certaine époque, avec ses descendants, dans un certain état d'esprit ; le conjoint disparaît, donc le document devient irrévocable parce que le conjoint ne peut plus donner son consentement à une modification du document et l'état d'esprit peut tout à fait changer, les relations entre les héritiers peuvent aussi changer, et cela aussi c'est une chose à laquelle il faut rester attentif.

Enfin, pour terminer sur ce sujet, sachez que tous les signataires à un '*pacte successoral*', c'est-à-dire aussi les enfants, doivent être majeurs. En effet, on ne peut contracter qu'en étant majeur.

### Me Andrier

En France le '*pacte successoral*' que vient de décrire Me Besso est malheureusement un outil dont nous ne disposons pas. Je le regrette, parce que pouvoir organiser, et organiser l'avenir avec ses héritiers, est quand même une très bonne chose.

On ne le connaît pas car nous avons un principe de prohibition des pactes sur succession future. On n'a pas à parier, à miser sur l'avenir des gens. Tout ce qui concerne une mort future est interdit.

Alors, depuis peu, on a un instrument qui s'appelle la « renonciation anticipée à l'action en réduction » ; c'est un peu technique mais l'abrégié est beaucoup simple, c'est la RAAR. La RAAR a pour vocation à permettre de dire « je sais que vous avez donné la maison à mon frère, moi je ne revendiquerai rien ». Cela se rapproche un petit peu de votre instrument suisse du pacte sur

succession future ; malheureusement, le législateur français n'est pas allé jusqu'au bout parce qu'il y a possibilité, pour la personne qui a signé ce document, de revenir sur sa parole si elle est dans le besoin au moment du décès. Alors, évidemment, son nom est bien porté : on ne l'utilise que très rarement.

Pouvons-nous aborder maintenant la question importante des coûts ? Je veux parler des droits de succession.

### Me Besso

Si vous permettez, juste un dernier petit conseil avant de terminer cette partie de droit civil, c'est-à-dire des règles générales qui s'appliquent aux testaments. Mais là ce n'est pas du tout du droit : le notaire pourra vous aider mais il ne pourra pas faire le travail de base à votre place. Pour bien préparer une succession, avant d'aller voir votre notaire, posez-vous la question essentielle : « Comment aimerais-je que mes biens soient distribués plus tard ? »

Je dirais que vous n'avez qu'à vous en faire une idée, à en avoir une image et là, les professionnels que nous sommes, vont la mettre en musique, la coucheront sur le papier et vous donneront les instruments pour faire en sorte que votre volonté s'applique.

Ce que nous ne pourrons, par contre, pas décider à votre place c'est « qui reçoit quoi ? » ; alors venez avec une idée. Dites : « J'aimerais privilégier le conjoint survivant », « j'aimerais privilégier plutôt ses enfants, ou cette branche de la famille », « j'aimerais éviter de pénaliser mes enfants, ou les enfants de mon conjoint qui ne sont pas forcément les mêmes » ; ayez une idée de la façon dont vous voyez l'avenir après vous. Ensuite, nous préparerons ce document. Enfin, il faut savoir lâcher la main – quand je dis « savoir lâcher la main » c'est une expression pour dire que lorsqu'on ne sera plus là, eh bien arrivera le moment où les héritiers feront eux-mêmes ce qu'ils voudront des avoirs qu'ils auront reçus. Parce qu'on peut aussi nous demander – mais là je regarde toujours cela avec un peu plus de difficulté – comment maintenir le patrimoine uni même après son décès, ou le maintenir aux mains de certains héritiers, même après son décès. Je dis qu'une fois qu'on n'est plus là et que le patrimoine a été transmis, il faut permettre à ses héritiers de mener leur vie à leur tour.

Maintenant, nous allons parler de 'gros sous' !

### Me Andrier

De 'gros sous' pour la partie française, je crois ! C'est pour cela que je voulais vous en parler depuis longtemps. En Suisse, le problème est beaucoup plus simple ! Alors je commence ...

En France, effectivement, le problème de droits de succession est très important et lorsqu'on parle de transmission de patrimoine, on ne peut pas éviter le problème fiscal.

Depuis peu, il n'y a plus de droits de succession entre conjoints ou entre "pacsés". Vous savez qu'il existe en France la possibilité de conclure un « pacte civil de solidarité » (PACS) qui est un contrat entre deux personnes de même sexe ou de sexe différent, qui permet de diminuer et de réduire, même à zéro, les droits de succession.

En ce qui concerne le pacs, il faut faire attention : le pacs n'est pas suffisant, il ne protège pas, il ne rend pas héritier l'un de l'autre ; il faut donc impérativement avoir rédigé un testament. Le montant des droits de succession va dépendre de la qualité de l'héritier et du lien de parenté avec le défunt. Le conjoint ou le co-pacsé n'a plus de droits de succession depuis peu (2007) mais tous les autres héritiers ont des droits de succession à payer, et notamment les enfants. Chaque enfant peut hériter jusqu'à 157.000 euros sans avoir à payer de droits de succession. Au delà, sur la part qu'il va recueillir, il devra payer un impôt qui va être progressif, et se situera en moyenne générale dans une tranche d'imposition à 20 %. Mais l'impôt peut s'élever jusqu'à 40 % du montant de la part d'héritage au-delà de 1,7 millions d'euros - ce qui représente déjà un patrimoine important : c'est une somme considérable. Les droits doivent être réglés dans un délai de six mois mais un règlement fractionné étalé sur une période de 5 ans maximum peut être demandé à l'administration fiscale. La donation peut être un instrument pour réduire ces droits de succession : il faut se renseigner.

Pour un neveu / une nièce les droits de succession s'élèvent à 55 % ; et pour une personne qui n'a pas de lien de parenté directe, à 60%. Donc, vous comprenez pourquoi, quand on parle de transmission de patrimoine on ne peut pas éviter d'aborder le problème de droits de succession. Il faut savoir aussi que même lorsqu'il n'y a pas de droits de succession à payer, il y a des frais à



payer : pour constater la transmission du patrimoine, pour mettre à jour le fichier immobilier, dire qui va être propriétaire des biens, établir les documents, etc.

### Me Besso

Après avoir entendu ces chiffres, je suis un peu abasourdi ! Vous connaissez la Suisse : il est vrai que c'est un pays bucolique : ses montagnes, son chocolat, tous les clichés ... Mais je pourrais vous dire aussi qu'elle possède une spécificité que les juristes aiment beaucoup, c'est sa division en 26 cantons. Ce qui veut dire qu'il existe en Suisse 26 lois fiscales différentes.

Je vous parlerai d'abord d'un Canton assez connu, bien que tout petit, le Canton de Schwyz, un canton de la Suisse 'primitive' – ce n'est pas du tout péjoratif, c'est ainsi que l'on appelle les cantons de Suisse centrale, berceau de la Confédération. Le Canton de Schwyz ne connaît pas l'impôt sur les successions, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'impôt que ce soit pour un proche ou pour une personne non parente. Il suffit d'être domicilié dans ce canton à son décès pour ne pas être soumis à un quelconque impôt sur les successions en Suisse. Il faut bien faire attention que si on a des biens à l'étranger, et bien ceux-ci peuvent être soumis à l'impôt.

Mais revenons donc aux spécificités locales. Comme vous le savez, Genève a aussi récemment aboli l'impôt successoral pour le conjoint survivant, ainsi que pour les descendants, exception faite pour les "forfaitaires", mais je ne pense pas qu'il y en ait beaucoup dans cette salle.

Toutefois, il faut savoir que si l'on se déplace à quelques kilomètres d'ici, dans le Canton de Vaud, il y existe un impôt sur les successions. Il est à taux zéro pour le conjoint survivant mais non pour les descendants. Les descendants directs bénéficient d'une première tranche d'héritage de 250.000 Fr en franchise d'impôt et sont ensuite imposés à un taux maximum de 3,5 % auquel s'ajoute un taux communal qui ne peut dépasser le taux cantonal ; ce qui veut dire qu'en général l'impôt sur les successions payables par les descendants est de 7 %. Certaines communes (Mies, par exemple) ont aboli l'impôt communal en matière de succession, ce qui fait que l'on y retombe à un taux de 3,5 % ; mais ce sont des cas encore rares.

En Suisse, certains autres cantons tels Fribourg ou le Valais ont, comme Genève, aboli l'impôt sur les successions pour les descendants et le conjoint.

En matière fiscale il me faut revenir sur un dernier point, assez important, qui est le lieu de situation des biens. En matière de *biens immobiliers*, les droits de succession sont déterminés par la législation en vigueur au lieu où se trouve le bien. Ainsi, même si vous habitez Genève mais possédez un chalet à Megève, vos héritiers auront à payer localement des droits de succession en France du fait du lieu de situation du bien. Il est vrai que si vous habitez à Lausanne et que vous avez un chalet en Valais le chalet ne sera pas soumis à des droits de succession s'il est attribué à vos descendants.

En matière de *biens mobiliers*, il faut faire très attention – et, le cas échéant, consulter vos conseillers financiers – car les espèces ou, le cas échéant, les actions d'entreprises sises aux Etats-Unis par exemple - restent imposables dans ce pays si vous êtes citoyen des Etats Unis et même si vous n'en êtes pas ressortissant mais avez bénéficié d'un régime spécial tel que la 'green card'. Le fait de détenir des actions Coca Cola ou Pepsi-Cola – vous voyez, je ne suis d'aucune église ! – risque de vous soumettre à l'autorité fiscale américaine. Il y a aura donc lieu de veiller dans une planification successorale, avec des outils adéquats, à éviter de payer plus d'impôts qu'il n'est nécessaire.

### Me Andrier

Les règles sont différentes d'un pays à l'autre. On peut jouer avec ces règles pour voir quelle sera la plus intéressante et quel pays choisir. Me Besso vous donnait l'exemple d'un chalet à Megève : nous vous avons dit tout à l'heure qu'un bien immobilier est taxé dans le pays dans lequel il se trouve ; en conséquence un chalet à Megève sera effectivement soumis en France à un impôt successoral qui, vous l'avez compris, pourra être élevé.

En revanche, si ce même chalet est détenu sous forme d'une Société civile immobilière (SCI), le défunt dont le domicile légal était en Suisse n'aura dans son patrimoine que des parts sociales d'un bien immobilier qui - en application des règles actuelles - seront taxés suivant la règle du canton suisse dans lequel était situé son domicile ; cela peut être extrêmement intéressant.

Mais, bien entendu, ces règles fiscales sont susceptibles de changer. Ce que je vous dis aujourd'hui ne sera pas forcément vrai demain ; il est donc important de se renseigner et de se tenir à jour des évolutions de la fiscalité.

### Me Besso

Tout à fait ! Un autre avantage de cette 'Société civile immobilière' pour les personnes domiciliées en Suisse, c'est qu'elles peuvent utiliser le 'pacte successoral', ce qui autrefois n'était pas possible pour les biens sis en France.

Mais revenons au droit fiscal ; comme nous vous l'avons dit, ce qui est important c'est le lieu de situation des biens, c'est le montant de la succession, le lien de parenté également qu'il peut y avoir, qui vont vous aider. Il n'y a pas, sachez-le, d'avantages particuliers, en tout cas en Suisse, pour les fonctionnaires internationaux qui ont cessé d'être en activité.

J'en viens maintenant à un dernier point, qui est celui des procédures à suivre en cas de succession. Nous avons parlé de règles, de règles à établir, mais quand une personne de notre entourage disparaît, que se passe-t-il ?

### Me Andrier

En France, il est recommandé d'aller voir un notaire. Celui-ci établit trois documents de base :

- Le premier, c'est un *acte de notoriété*, dit aussi certificat d'hérédité, pour dire quels sont les héritiers. Ce document est indispensable pour débloquer les comptes en banque car, lorsqu'un établissement bancaire a connaissance du décès, il bloque tous les comptes qui étaient au nom de la personne décédée. Donc, attention à tous les prélèvements automatiques ; faites-les, si vous le pouvez, sur des comptes joints, parce que les comptes joints continuent à fonctionner. Mais si du jour au lendemain un compte est bloqué, cela peut mettre dans une situation pratique un peu difficile. Pour débloquer ces comptes, on le fait à l'aide de cet acte de notoriété.

- Ensuite, le deuxième document concerne les biens immobiliers. Il est nécessaire, à chaque fois que l'on change de propriétaire, de *mettre à jour le fichier immobilier*. Il n'y a aucun délai pour cette mise à jour mais on le fait habituellement dans le cadre du règlement de la succession.

- Et enfin, le troisième document est la *déclaration de succession*. C'est une photographie, au jour du décès, de l'ensemble du patrimoine qui est remise à l'administration fiscale pour calculer le montant des droits de succession à payer, et qui est accompagnée du paiement des droits de succession. Les délais sont extrêmement courts, puisque cette déclaration de succession doit être déposée dans les 6 mois qui suivent le décès ou, si le décès a eu lieu à l'étranger, dans l'année qui suit le décès. Donc cela se passe très vite, notamment lorsqu'il y a des droits à payer.

Et puis, enfin, ce que l'on peut être amené à faire, mais qui n'est pas forcément systématique, c'est le partage des biens. S'il y a un conjoint survivant, on va généralement le laisser profiter de l'ensemble des biens et le partage entre les enfants ne se fera qu'à son décès. Mais si aucune prescription n'a été donnée par le défunt, il faudra effectivement que les héritiers s'entendent pour parvenir à ce partage : soit qu'il y ait plusieurs biens à partager en nature, soit qu'il y ait un bien que l'on attribue à l'un et qui indemniserà les autres. Voilà les formalités en France.

### Me. Besso

Avant de passer au droit suisse, j'ai une question à poser à Me Andrier : voit-on toujours en France des notaires ouvrant solennellement l'enveloppe contenant le testament et le lisant aux héritiers dont certains ont des mines effarées en apprenant les dispositions testamentaires. Est-ce que ça se passe encore comme cela ?

### Me Andrier

Non ! C'est une image totalement cinématographique ! Ça ne se passe jamais comme cela car, bien souvent, on rencontre des héritiers qui ont déjà connaissance du contenu du testament ou encore parce que ce sont eux qui nous l'apportent. On a donc rarement l'occasion de réunir solennellement l'ensemble de la famille pour l'ouverture du testament. Ceci dit, il court certaines histoires dans notre profession, notamment sur la surveillance du testament et sur des héritiers qui se seraient précipités sur le testament pour l'avalier ! Donc, nous restons toujours extrêmement prudents.

## Me. Besso

Je dirais qu'en Suisse c'est beaucoup plus formel. Celui qui détient un testament est tenu, dès que la personne décède - et c'est une grande responsabilité - de le transmettre aux autorités compétentes. Je dis que c'est une très grande responsabilité, parce que l'on n'est pas forcément au courant. Pour y remédier il existe - dans nos deux pays, d'ailleurs - un registre central des testaments où les juges peuvent s'enquérir, le cas échéant, de savoir s'il existe ou non un testament qui aurait été déposé auprès d'un notaire.

Lorsque le notaire est avisé qu'un de ses clients est décédé, il envoie ce testament au juge qui va l'homologuer, c'est-à-dire qu'il va attester avoir reçu ce testament ; si ce dernier n'est pas frappé d'une cause de nullité, comme je l'ai exposé précédemment, il va le distribuer, par voie postale le plus souvent, aux héritiers ; héritiers qui auront la possibilité de l'attaquer, le cas échéant, s'ils trouvent que des dispositions vont contre leurs intérêts – par exemple, une Réserve qui n'aurait pas été respectée.

Les héritiers peuvent renoncer aussi à leur qualité d'héritiers par un courrier toujours à ce même juge. S'ils ne font rien, il y a acceptation tacite de la succession.

Ensuite, le juge, voire un notaire dans certains cantons - souvenons-nous : 26 cantons, 26 lois différentes et 26 pratiques ! - mais en général le juge établira ce qu'on appelle le « certificat d'héritier », c'est un document judiciaire par lequel il désigne les héritiers sans parler des parts, sans parler, le cas échéant, de leurs droits particuliers. Mais ceux-ci apparaîtront sur un document qui pourra être remis au détenteur d'avoirs pour qu'il puisse les délivrer auxdits héritiers.

Cela, c'est l'histoire telle qu'elle est écrite dans les livres de droit. Il faut savoir que le fisc, comme on l'a déjà dit, passe par là et le juge ne délivrera jamais le « certificat d'héritier » avant que les impôts aient été payés, ou qu'une sûreté en ait été donnée, ayant bien trop peur que les héritiers ne fassent main basse sur les biens et ne soient plus disponibles.

Néanmoins, il y a aussi le grand problème, dont on a déjà parlé Me Andrier tout à l'heure, qui est celui du conjoint survivant qui voit ses comptes bloqués. Il faut savoir qu'en Suisse, même un compte joint peut éventuellement être bloqué par l'institution bancaire. Donc, là aussi, il s'agit de faire très attention parce que s'il n'y a heureusement pas de scellés qui sont posés sur la maison d'habitation, le conjoint survivant peut se retrouver soudain tout à fait démuné ; en plus en une période pendant laquelle il risque d'avoir besoin d'argent et où il se trouve, comme je l'ai dit, relativement fragilisé. Donc, là encore, il faut veiller à pouvoir faire appel à un exécuteur testamentaire qui fera les différents paiements ou veiller à ce que le conjoint survivant dispose sur un compte personnel, de quelque avoir pour pouvoir passer cette étape administrative difficile.

Ensuite, le notaire va établir ce qu'on appelle une « déclaration fiscale », même s'il n'y a pas d'impôts à payer. Cette déclaration sera indispensable, notamment pour les héritiers qui vont avoir une augmentation de fortune, donc il faudra pouvoir la prouver, et la déclaration fiscale y servira. J'ai été très étonné de voir que dans le Canton de Genève, par exemple, où il n'y a plus d'impôts pour les descendants, et le conjoint survivant, il existe un émoluments de l'Etat pour l'établissement de cette attestation fiscale qui peut être assez onéreuse, de l'ordre de quelques milliers de francs. Je voulais tout de même le signaler car c'est aussi une dépense complémentaire.

Ensuite, le notaire en Suisse va très souvent avoir pour mission d'effectuer le partage entre les héritiers. Comme je l'ai dit précédemment, ce n'est pas lui qui va pouvoir forcer les héritiers à accepter une convention ; par contre, c'est lui qui va, très souvent, amener les héritiers à se partager les biens puisque nous essayons de ne pas les faire conserver en indivision – pourquoi ? Parce que cela crée une situation confuse et qui souvent perdure avec le temps, qui mélange les patrimoines, et la succession du conjoint survivant n'en deviendra que plus difficile.

J'aimerais terminer, avant de donner la parole à Me Andrier pour le mot de la fin, vous parler des délais. On se demande souvent : « combien de temps va durer le règlement de la succession ? ». Eh bien, la Suisse n'est pas connue comme un pays où tout se passe très vite et je ne peux que le confirmer : c'est également vrai en matière successorale.

Pour une succession simple - et quand je parle de simplicité, c'est de simplicité extrême - il faut compter 6 à 8 mois. Une succession un peu plus complexe, c'est-à-dire comportant la présence d'un conjoint et d'enfants – même si tout le monde s'entend bien – eh bien là on arrive très facilement à

un an, voire un an et demi. Et enfin, dès qu'il y a des contestations, on peut partir pour deux, trois, voire huit ans de procédure, ce que l'on ne peut souhaiter à personne, surtout pas aux gens qu'on aime et à qui on aimerait laisser un capital. Donc là aussi, entourez-vous du conseil d'un professionnel. Me. Andrier, voulez-vous conclure ?

### Me Andrier

C'est gentil de me laisser le mot de la fin.

En fait, pour que tout se passe bien, n'hésitez pas, de votre vivant, à parler des dispositions que vous souhaitez prendre. Il n'y a pas d'âge pour le faire. En parler, n'accélère aucun processus. Il ne faut pas hésiter, comme l'a dit mon confrère, à vous renseigner. Les renseignements chez les notaires, en France en tous les cas, sont la plupart du temps gratuits. Surtout renseignez-vous pour savoir ce qui attend vos héritiers le jour où vous ne serez plus là. N'hésitez pas, les notaires sont à votre disposition.

**Transcrit par Christiane KIND**



### **Brèves de retraités :**

« En activité, pas une minute ...

A la retraite, pas une seconde ! »



### **Une perle du Baccalauréat :**

« En 2020 il n'y aura plus assez d'argent pour les retraites à cause des vieux qui refusent de mourir. »

## **PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS**

### ***ULTRA MODERNISATION III***

Le moment est venu de promulguer une nouvelle loi. En toute modestie, je la baptiserai la Loi d'Aamir Ali, tout comme il existe une Loi de Murphy, une Loi de Parkinson (la loi, pas la maladie) et les Principes de Peter.

Très simplement, elle énoncera que plus vous devenez moderne, plus vous devenez sujet(te) au stress.

Prenons un exemple. Non, je ne prendrai pas celui de l'ordinateur car, bien entendu, vous me feriez tous remarquer qu'un ordinateur est une chose trop difficile à comprendre pour les simples mortels que nous sommes : rien de nouveau à cela (oh... à cela seulement ?). Prenons l'exemple d'un simple réveil. Même Jules César en avait un, si l'on en croit Shakespeare.

Eh bien ma femme en avait un, sur sa table de nuit, qui nous donnait l'heure ; peut-être avait-il aussi d'autres usages mais nous préférons nous limiter à celui-ci. Au cours de la nuit, lorsqu'à moitié éveillé vous souhaitiez savoir combien de temps vous aviez encore à rester au lit, vous pressiez un bouton - un gros, que vous ne pouviez manquer d'atteindre -

et les aiguilles s'allumaient pour quelques secondes : ainsi pouviez-vous lire l'heure malgré l'obscurité et vous rendormir.

Aujourd'hui les tables de nuit sont toujours trop petites pour les services qu'elles sont supposées rendre (tiens, voilà encore un bon sujet de loi). Celle de ma femme ne faisait pas exception à la règle. De sorte qu'un jour, tout naturellement, le réveille-matin perdit le contrôle du champ de bataille face à une foule d'autres objets et en fut expulsé sans ménagement. Il atterrit sur le sol avec fracas et se brisa en mille morceaux. Tous les soldats et les chevaux du roi n'auraient pu redresser la situation. Le jour était venu d'acheter un nouveau réveil. Nous demandâmes à notre fils de nous en trouver un, tout simple, tout juste destiné à nous indiquer l'heure sans essayer de nous rendre une dizaine d'autres services dont nous n'avions ni envie ni l'usage.

C'est ainsi que, quelques jours plus tard, il nous apporta une jolie petite pendulette et la mit à l'heure pour nous. Elle indiquait l'heure en chiffres lumineux. Nous aurions préféré les bonnes vieilles aiguilles qui font le tour du cadran, mais bon, notre devise est : « Adapte-toi ! ». Nous allions donc nous adapter et tout irait bien.

Mais il y avait un hic. Les chiffres étaient tellement lumineux qu'ils éclairaient la chambre et cela nous gênait pour nous endormir : pourquoi n'étaient-ils pas seulement phosphorescents comme on les fabriquait autrefois ? A force de tripoter la pendulette, nous découvrîmes qu'une solution au problème consistait à la poser le cadran contre le plateau de la table de nuit et, ainsi, mettre fin à l'illumination.

Mais alors, bien sûr, nous ne pouvions plus lire l'heure ; pour y parvenir, il nous fallait redresser la pendulette et par conséquent, illuminer la chambre. Sans compter qu'en procédant à cette manœuvre, on était complètement réveillé et qu'il était difficile de se rendormir.

Sans compter, non plus, qu'avec toutes ces manipulations, un autre problème surgissait. La pendulette possédait un long fil électrique muni d'une prise qu'il fallait brancher. En fait, le fil devait sûrement être animé d'une vie autonome car, pendant que nous nous acharnions sur la pendulette, il en profitait pour serpenter à la ronde et envoyait valser les autres objets qui encombraient la table de nuit.

Mais bon, nous acceptions ces avanies comme les conséquences normales de notre adaptation aux choses de la vie moderne. Les choses ont commencé à se compliquer quand, fin octobre, nous avons dû passer à l'heure d'hiver et nous réveiller à deux heures du matin pour retarder nos pendules d'une heure... ou les avancer d'une heure ? C'est sûrement l'un ou l'autre, mais je ne sais jamais dans quel sens : tout ce que je sais, c'est que cela permet d'économiser la lumière du jour. Ne serait-il pas plus simple de demander au soleil de se lever une heure plus tard ? Je me souviens que les producteurs de lait ont toujours eu des problèmes avec l'heure d'hiver et l'heure d'été parce que les vaches sont réglées sur les mouvements du soleil et non sur celui des pendules. (Vous voyez ce que vous pouvez être vieux jeu ? Il est probable que les vaches produisent seulement du lait ordinaire et non du lait homogénéisé).

En tout état de cause, nous nous trouvons toujours, selon le cas, soit avec une heure d'avance soit avec une heure de retard. Le défi commence lorsque, faute de voir l'univers s'adapter à notre montre, nous devons adapter celle-ci à l'univers. Pour vous expliquer le problème, il me faut remonter quelques années en arrière : ma femme m'avait alors offert une jolie pendulette à placer sur ma table de chevet. Elle aussi donnait l'heure en chiffres de haut en bas ; je veux dire en deux lignes : celle du haut pour les heures et celle du bas pour les minutes. Après m'être longuement battu avec le mode d'emploi, j'avais réussi à mettre la pendulette à l'heure lorsque cela devenait nécessaire. Ce n'était point là un résultat médiocre car - comme chacun sait - faire coïncider les explications d'un mode d'emploi aux nécessités du réel est aussi ardu que d'aller sur la lune.

Il y avait sur le côté de la pendulette (qui, en passant, n'était pas ronde mais cylindrique) une rangée de minuscules boutons, flanqués eux-mêmes de lettres encore plus minuscules. Il vous fallait apprendre que TS voulait dire 'Time Set'<sup>1</sup>. Le H des heures et le M des minutes n'étaient heureusement pas trop compliqués à comprendre. Vous pressiez TS puis H et M à votre gré. Il fallait seulement un peu de dextérité pour saisir le cylindre, l'incliner pour apercevoir les lettres, puis presser le bouton TS d'une main et de l'autre le H ou le M ; cela tout en maintenant la pendulette de votre troisième main. Et il fallait faire extrêmement attention, tout en pressant ces boutons, de ne pas presser les boutons voisins.

Comme notre nouvelle pendule possédait également les mêmes boutons minuscules, j'en conclus que la manœuvre pour mettre celle-ci à l'heure devait être la même. Le mode d'emploi - ouvrage occulte s'il en était - indiquait de façon elliptique : "Press SET. Press + or - to change the settings. The settings order is 12/24 hr format hour, minute."<sup>2</sup>

Bien entendu, j'obtins toutes sortes d'indications d'heures qui s'allumaient et s'éteignaient alternativement à mesure que les chiffres passaient de 1 à 24 et à 60 sans que j'aie la moindre idée des raisons pour lesquelles cela se passait ainsi.

Mais comme Jules César - ou Shakespeare - aurait pu le dire en essayant de mettre sa pendule à l'heure : le Temps, ce bouffon de la Vie, doit avoir une fin. C'est ainsi que lorsque je réglai la pendulette à 12 minutes de l'heure exacte, je décidai que cela suffisait et m'arrêtai là. Tout ce que nous avons à faire désormais, lorsque nous regardons l'heure qu'il est, est de nous souvenir qu'il nous faut en retrancher 12 minutes... ou bien les ajouter ?

**Aamir ALI**

## A LA RECHERCHE DU TEMPS...

*Voici le cinquième et dernier entretien avec notre ami Roger Fontana*

**PV:** Roger, dans le dernier Bulletin vous nous avez laissé l'espoir de vous retrouver.

Le temps semble vous regarder dans vos différentes actions, comme s'il s'avouait vaincu par votre dynamisme...

**Roger:** Une apparence! Comme tout un chacun humain, le temps m'est compté, il ne faut pas le laisser filer.

**PV:** Autrement dit, vous êtes toujours actif.

**Roger:** Oui. Je suis bénévole à l'Hôpital cantonal où se prépare un projet pour approvisionner en lecture les différents services avec le soutien de Naville qui fournit les invendus des périodiques en 1986/1987. Dans un même temps, après 17 ans d'expérience de cadre à la Protection civile, je participe aux services de sécurité de Palexpo de 1986 à 1989. Je suis affecté au centre de contrôle pour la préparation et le bon déroulement des expositions; ma tâche consiste à collaborer avec les différents services.

---

<sup>1</sup> Ici, le traducteur ne se donnera même pas la peine de faire son travail de base : traduire. Tous les francophones sont désormais habitués aux inscriptions en anglais placés sur leurs réveils, téléphones, fours à micro-ondes, machines à laver, sèche-cheveux, ordinateurs, et autres gadgets fabriqués en Chine, en Corée ou à Singapour. A la rigueur, ils peuvent en trouver la traduction en allemand, espagnol, italien, russe ou portugais (Brésil), en annexe du mode d'emploi d'origine rédigé par priorité en anglais (US), qu'Aamir pourra leur prêter une fois qu'il n'en aura plus besoin. (NdT)

<sup>2</sup> Voir note de bas de page précédente. (NdT)

**PV:** Vous avez le don d'élargir le temps dont vous disposez.

**Roger:** Simplement, il suffit de suivre le chemin....

En 1998, je suis coopté par l'Association des Anciens de l'OMS. Je rejoins aussi celle du personnel qui est en charge des festivités marquant le 50ème anniversaire de la maison. Ceci m'amène à m'intéresser plus particulièrement aux activités de ce groupe et à leur développement. De 2000 à 2004, je suis vice-président de l'AOMS pour en devenir président de 2004 à 2008.

**PV:** Que de souvenirs à nous faire partager! Donnez-moi le temps de tout noter...

**Roger:** Je vous en prie...

Au travers de cette fonction, je représente l'AOMS au comité de l'AAFI/AFICS où nous nous sommes rencontrés. A la fin de mon mandat en 2008, je me mets au service de l'AAFI et je peux aider au développement des relations avec les instances genevoises des retraités: Cité Seniors de la ville, Plateforme des Associations d'Ainés, Fédération des Clubs d'Ainés et dès 2001, GINA, Geneva International Network on Aging, réseau international des personnes âgées basées à Genève. Chaque année, je participe à leur journée commémorative.

**PV:** Maintenant, nous rejoignons le présent et, grâce à des personnes comme vous, l'AAFI a participé à la Plateforme des Ainés qui tenait un stand lors des dernières « Automnales de Genève », nouvelle appellation de la Foire de Genève...

**Roger:** J'en suis très heureux. L'AAFI avait de très nombreux volontaires pour aider à la tenue de ce stand. Les fonctionnaires internationaux ne vivent plus dans une tour d'ivoire, ils participent à la vie locale surtout quand vient le temps de la retraite.

**PV:** Roger, des projets, une conclusion?

**Roger:** Après 26 ans de retraite, ça roule encore et je pense assumer tous mes engagements. Pas de conclusion, mais je veux saisir l'occasion de manifester ma gratitude à tous ceux qui m'ont fait confiance, qui m'ont guidé par leurs conseils, encouragé dans mes différentes entreprises.

**PV:** Nous voici donc parvenus au terme de nos entretiens...

**Roger:** Encore un petit mot. Bravo à ceux qui ont eu la patience de suivre cette modeste « épopée » qui est ma vie et qui m'a apporté tant d'amitiés fidèles, tant d'enseignements et ... quelques cheveux blancs.

Je suis marié depuis le 14 juillet 1951 et mon épouse m'a patiemment « supporté » au fil de mes pérégrinations, ainsi que nos deux filles et nos trois petits-enfants. A eux aussi, un clin d'œil.

...Et à vous, Pierre, un grand merci...

**PV:** Je ne sais pas qui doit remercier l'autre. Je connais nombre de lecteurs qui apprécient de lire votre « épopée » dans ce monde, très dur, de l'après-guerre mais où subsiste un peu d'espoir.

**Pierre VANGELEYN** à l'écoute de **Roger FONTANA** (et merci à sa famille qui a apporté quelques corrections aux erreurs commises lors de nos différents entretiens).



## IMPRESSIONS TOUT À FAIT PERSONNELLES DE NOTRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Comme une fête rituelle, chaque année, au printemps se tient notre Assemblée Générale de l'AAFI qui a lieu, et c'est aussi une tradition, à la salle II du BIT.

Ce mardi 12 avril, Roger Eggleston, président du Comité, prévoyant qu'il serait statique pendant plusieurs heures, se saisit d'un micro pour présenter, dans la salle, d'une manière dynamique les membres du Comité et les représentants des Associations. Petit exercice physique pour éviter d'être ankylosé? Le petit poème à la manière de Ronsard, soumis par Chantal Nussbaumer et publié dans le bulletin d'avril 2011 (p.25) serait-il adapté à la situation: « Mignonne, allons voir si l'arthrose, Qui ce matin tant m'ankylose... » ?

La facilité avec laquelle Gilbert Ferrari, élu comme président de séance, mène les débats, vivement, dans un style alerte souligné par une pointe d'humour qui ne nuit nullement aux discussions des différents points de l'ordre du jour, est toujours aussi évidente. On est en droit de se demander si Gilbert n'en ressent pas un certain plaisir.

Être assis pour la première fois à la tribune, permet de mieux voir les expressions des participants, mais pour regarder les différents tableaux qui s'affichent sur l'écran au-dessus de la tribune, il vaut mieux être assis parmi les adhérents. Les graphiques s'habillent de toutes les couleurs, prennent des formes arrondies ou angulaires, les courbes oublient de s'arrondir ou se cassent... A quand un Van Gogh de l'art statistique et électronique? Les tableaux sont des « power point » et si vous désirez savoir ce que sont les « power point », les nouvelles générations qui nous poussent un peu plus chaque jour, vous répondront « power point », c'est « power point », point barre ou *that's all* comme écrit à la fin des bons dessins animés.

Que retenir de cette assemblée ? Tous les sujets ont leur importance, mais certains affectent plus que d'autres notre vie quotidienne.

De savoir que la Caisse des Pensions, avec ses 23 organisations, ses 120 000 futurs retraités, ses 64 000 retraités actuels appelés bénéficiaires a une valeur boursière des placements de 41 milliards de dollars est rassurant. Donc, nous sommes des bénéficiaires d'un système que nous avons, mensuellement, contribué à installer dans le temps. Bénéficiaire, quelle belle expression! Pensez-vous pouvoir l'employer lorsqu'il faudra remplir un quelconque formulaire administratif à la case « emploi », pouvez-vous écrire « bénéficiaire », sur votre carte d'identité, votre passeport, le déclarer aux douanes?

Pour continuer à être bénéficiaire, il faut impérativement renvoyer le certificat de droit à prestation que la Caisse nous envoie chaque année. L'AAFI conseille d'en garder une photocopie. Les relations avec le Bureau de Genève de la Caisse ont soulevé de nombreuses remarques, entre autres quant aux difficultés pour obtenir une réponse par téléphone, bien que la Caisse cherche à rappeler les numéros qui ont appelé dans la journée. Les relations peuvent s'améliorer grâce à Internet qui facilite une communication plus précise, plus rapide. Plus de 40% des membres de l'AAFI ont une adresse Internet, et ce pourcentage est en constante augmentation, même si nous sommes en droit de regretter le toucher du vrai papier, les ratures involontaires, le stylo qui coule...

Andrés Castellanos del Corral, président de la FAAFI, la Fédération des Anciens Fonctionnaires Internationaux a exposé longuement et dans les détails la défense du maintien des assurances maladie, mutuelles ou placées auprès d'une compagnie commerciale et a rappelé la résolution adoptée en juillet 2010 par le Conseil de la FAAFI qui « se déclare déterminé à faire conserver les systèmes actuels d'assurance maladie après la cessation de service et, dans leur intégrité, les prestations correspondantes pour



tous les participants présents et futurs qui y auront droit... ». Si, suite à la résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la suppression éventuelle des assurances onusiennes pour les « bénéficiaires » des pensions, une décision dans ce sens devait être prise, cela introduirait une profonde injustice et discrimination entre les fonctionnaires selon leurs pays d'origine ou de résidence.

La question des impôts revient chaque année en force. Certains des bénéficiaires voudraient continuer à ne pas payer d'impôts sur les revenus mais nous ne vivons pas dans un monde clos et utilisons les services publics. Cependant, certains États donnent l'impression désagréable de chercher à récupérer le maximum d'argent et, de ce fait, pouvoir « oublier » leurs engagements solennels qui ne durent que le temps d'une promesse.

Une activité qui devient de plus en plus importante, bien que concernant surtout les retraités résidant dans les environs de Genève, de Vaud et de la France voisine, est la relation que l'AAFI établit avec la société civile locale, notamment en participant à différentes manifestations dans les environs (régionales). Participer aux événements locaux est une source d'enrichissement mutuel quel que soit le lieu de résidence.

La place manque pour résumer plus de trois heures de débat qui ont été trop courtes. Faudra-t-il envisager de consacrer une journée complète pour répondre aux préoccupations et à la vivacité des retraités? La place manque aussi pour remercier toutes celles et tous ceux qui se dévouent en toute modestie pour que l'AAFI apporte la meilleure aide possible aux bénéficiaires que nous sommes.

L'année prochaine, futurs retraités et retraités, venez encore plus nombreux pour prendre entre vos mains d'une part votre avenir pour les uns et d'autre part votre quotidien pour les autres. N'oubliez pas de partager le repas qui suit cette assemblée et qui donne la possibilité de revoir certains visages.

**Pierre VANGELEYN**

## PLANTONS UN ARBRE

*« J'aime te voir, arbre centenaire, plein de bourgeons et de rameaux comme si tu étais encore un adolescent. Enseigne-moi le secret de vieillir ainsi ouvert à la vie, à la jeunesse, aux rêves, comme quelqu'un qui sait que jeunesse et vieillir ne sont que des étapes pour l'éternité. »*

Pensée anonyme rencontrée au détour d'une lecture

En ce 21 mars 2011 – premier jour du printemps – tout était au rendez-vous pour rendre ce moment presque exceptionnel : un ciel bleu profond sans nuages, un lumineux soleil, tandis qu'un air rafraîchi par une brise légère flottait alentour.

A l'initiative de la Section des Forêts et du Bois de la CEE-FAO des Nations Unies, et en présence d'une trentaine de personnes, j'ai pris part à la plantation d'un arbre dans le Parc de l'Ariana, près du Parking no. 2 – un tulipier (*Liriodendron tulipifera*) – pour célébrer la Journée mondiale des Forêts de l'Année internationale des Forêts déclarée ainsi par les Nations Unies.

Un moment de jubilation, je crois, pour toutes les personnes présentes – car 'planter un arbre' peut ressembler à un acte de vie – au cours duquel il fut fait référence, entre autres, à la précieuse contribution des forêts à l'environnement, et au bien-être qu'elles apportent à chacun de nous.

Autour de ce jeune arbre, nous avons assisté à un acte pas ordinaire et très fort du point de vue émotionnel : chaque invité officiel avait été prié de préparer un message pour les générations futures ; une fois réunis, ces messages ont été mis à l'intérieur d'une bouteille qui fut ensuite enterrée dans une 'time capsule' au pied de l'arbre.

L'un des orateurs a saisi l'occasion pour rappeler combien le parc qui entoure les bâtiments des Nations Unies est d'une beauté rare, en termes d'arbres surtout. Non seulement ils sont nombreux - environ 800, parmi lesquels une centaine de variétés en provenance de tous les continents - mais ils sont si bien entretenus qu'ils s'épanouissent, pour certains depuis quelques siècles. Pour mettre une touche de couleur, les jardiniers ont planté et harmonieusement réparti plusieurs arbres ornementaux dont le parfum subtil de certaines fleurs flatte l'odorat du passant ; ce dernier peut avoir le regard détourné par un des hôtes permanents de ce parc – un paon - qui se pavane la queue en éventail.

Depuis la journée du patrimoine qui s'est tenue le 4 juin 2010, il est possible aujourd'hui de voir devant chaque arbre un petit panneau explicatif qui renseigne sur son nom, sa provenance et quelques-unes de ses caractéristiques. Se frayer un chemin au milieu d'eux est maintenant moins anonyme et l'on ne peut que féliciter cette heureuse initiative du Service des Jardins, en collaboration avec les experts du Jardin botanique, d'en connaître davantage sur les différentes essences qui jalonnent ce magnifique parc.

Alors bonne promenade ...

**Christiane KIND**

*P.S. Nous venons d'apprendre qu'à partir du 6 juin 2011, le Service des visites lance une nouvelle série de visites thématiques : « Le Parc de l'Ariana : sa flore, son histoire et sa gestion ».*



## **POEME - O PRINTEMPS!**

Parce que, tout soudain, le visage aura senti  
un souffle un peu plus attiédi,

parce que les bourgeons,  
luisants de résine,  
auront fait briller un peu plus vif  
l'œil du promeneur,

parce que – tiens, il fait jour encore ! –  
on aura allumé ce soir  
la lampe un peu plus tard,

parce que, tôt matin, on aura pu,  
mieux qu'hier, scruter le ciel,

parce que, dans l'arbre voisin,  
le merle se sera remis à chanter,

parce que les sachets de semences  
multicolores  
se verront à nouveau  
aux boutiques des grainetiers,

parce que la chatte,  
succédant à ses folies de février,  
aura fait ses petits,

parce que, des branches apparemment sans  
vie,  
aura surgi l'éclosion première  
des forsythias dans les jardins,

parce que dans les champs,  
le blé qui reposait  
aura piqué les dernières plaques de neige,

parce que le soulier se sera embourbé  
à nouveau dans la terre molle,  
parce que le ruisseau  
aura fait un clin d'œil  
à l'enfant sur sa berge,  
parce que le citadin  
nanti d'un coin de terre  
s'empressera d'y retourner dès le premier  
soleil,  
parce que le jardinier,  
auscultant l'arbuste planté avant l'hiver,  
fera, inquiet, le tour de son lopin,  
parce que les doigts lui démangeront  
de caresser l'écorce,

de semer la graine,  
de toucher la terre,  
de se pencher vers celle  
que l'on dit nourricière,  
-N'est-ce pas en signe de respect  
que l'on se penche ? -,  
parce qu'une bouffée de bonheur  
aura jailli en l'homme  
on ne sait comment  
parce que, parce que ...  
mais parce que le printemps est revenu !

**Jacqueline KAZNATCHEEFF**



## NOUVELLES DES ORGANISATIONS

### ORGANISATION DES NATIONS UNIES/ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

#### Les maladies non transmissibles principales causes de décès - OMS



*L'activité physique peut aider à réduire les risques de cancer.*

27 avril 2011 – Les maladies non transmissibles sont les principales causes de décès et leurs ravages ne cessent d'augmenter, révèle le premier rapport de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur la situation mondiale des maladies non transmissibles (MNT).

Des experts en santé du monde entier sont réunis du 27 au 29 avril à Moscou pour discuter de la lutte contre ces maladies.

« L'augmentation des maladies chroniques non transmissibles représente un énorme défi. Pour certains pays, il n'est pas exagéré de décrire la situation comme une catastrophe imminente, une catastrophe pour la santé, pour la société et surtout pour les économies nationales », a déclaré mercredi la Directrice générale de l'OMS, Margaret Chan, dans un communiqué.

« Les maladies non transmissibles chroniques portent un double coup au développement. Elles provoquent des milliards de dollars de pertes pour le revenu national et font sombrer chaque année des millions de personnes sous le seuil de pauvreté », a-t-elle ajouté.

En 2008, 36,1 millions de personnes sont décédées de maladies telles que les cardiopathies, les accidents vasculaires cérébraux, les pneumopathies chroniques, les

cancers et le diabète. Plus de 80% de ces décès sont survenus dans les pays à revenu faible ou moyen.

Des millions de décès pourraient être évités si des politiques publiques contre les MNT étaient menées au niveau gouvernemental. L'OMS préconise par exemple la mise en place de réglementation antitabac plus stricte et de promotion de bonnes pratiques en matière d'alimentation et d'exercice physique, tout en réduisant l'usage nocif de l'alcool et en améliorant l'accès aux soins de santé essentiels.

Les maladies cardio-vasculaires sont responsables de la plupart des décès par MNT, à savoir 17 millions de personnes chaque année; elles sont suivies par le cancer (7,6 millions), les maladies respiratoires (4,2 millions) et le diabète (1,3 million). Ces quatre groupes de maladies représentent près de 80% de l'ensemble des décès par MNT et ont en commun quatre facteurs de risque : le tabagisme, la sédentarité, l'usage nocif de l'alcool et une alimentation déséquilibrée.

« Près de 30% des personnes qui meurent de maladies non transmissibles dans les pays à revenu faible ou moyen sont âgées de moins de 60 ans et sont dans leurs années les plus productives. Ces décès prématurés sont d'autant plus tragiques qu'ils sont en grande partie évitables », souligne le Sous-Directeur général de l'OMS chargé des maladies non transmissibles et de la santé mentale Ala Alwan.

Les maladies non transmissibles ont été responsables de 63% de la mortalité mondiale en 2008. Cela équivaut à 36 millions de personnes et près de 80% de ces décès par MNT – soit 29 millions – sont survenus dans des pays à revenu faible ou moyen. Faute de mesures, l'OMS prévoit que les MNT tueront 52 millions de personnes chaque année d'ici à 2030.

Ce nouveau rapport est un élément décisif du plan d'action 2008-2013 pour la mise en œuvre de la Stratégie mondiale OMS de lutte contre les maladies non transmissibles. Ce plan d'action a été approuvé par l'Assemblée mondiale de la Santé en 2008.

La publication du rapport a été annoncée au cours du Forum mondial de l'OMS sur les maladies non transmissibles, qui a réuni près de 300 personnalités des secteurs civil et privé. Le Forum a apporté une contribution directe à la première Conférence ministérielle mondiale sur les modes de vie sains et la lutte contre les MNT organisée les 28 et 29 avril par la Fédération de Russie et l'OMS.

Ces deux manifestations constituent des étapes importantes de la préparation de la première réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, qui doit se tenir à New York les 19 et 20 septembre 2011.



## **FRAIS BANCAIRES SUPPLÉMENTAIRES POUR CLIENTS DOMICILIÉS HORS DE SUISSE**

L'augmentation des frais bancaires communiquée par l'une des plus grandes banques suisses a suscité nombre de questions et d'interrogations parmi nos adhérents. Cette banque, installée dans la majorité des agences du système des Nations Unies établies à Genève l'UBS a annoncé, qu'à partir du 1er avril 2011, des frais bancaires supplémentaires seront facturés pour ses clients domiciliés hors de Suisse (et du Liechtenstein).

Ces frais supplémentaires sont de 30 CHF par mois.

Ces suppléments ne s'appliqueront pas, entre autres, aux clients avec un patrimoine total supérieur à 50 000CHF ou disposant d'une entrée mensuelle, salaire régulier ou versement d'une pension d'au moins 500CHF ou son équivalent \*.

Le problème a été soulevé par des personnes qui ne rentrent pas dans ces conditions et qui voudraient garder leurs comptes bancaires auprès de l'UBS après leur départ à la retraite pour continuer à recevoir les remboursements versés par les assurances maladie ou pour continuer à percevoir des versements réguliers en Suisse.

L'AAFI-AFICS a soulevé ce problème avec des représentants de l'UBS. Il en ressort que ces frais supplémentaires s'imposent dans le cadre des modifications de l'administration et de la gestion, par la banque, des comptes des clients domiciliés hors de Suisse, notamment pour se mettre en conformité avec les règles de l'Union Européenne.

Ces discussions ont fait apparaître qu'il y ait très peu de chance d'obtenir une quelconque modification de la politique menée par l'UBS.

Pour les retraités domiciliés hors de Suisse et concernés par ces nouvelles dispositions, les solutions possibles sont:

– soit de clore leur compte auprès de l'UBS (cette opération est facturée 25 CHF) et de demander que les différents paiements, par exemple, les remboursements maladie soient effectués dans une autre banque et plus raisonnablement dans une banque de leur pays de résidence.

– ou d'augmenter leurs revenus mensuels déposés dans leur compte UBS.

Le Comité continuera à s'occuper de ce problème et informera ses membres de toute évolution. Ces nouveaux frais ne s'appliquent pas aux personnes résidant en Suisse ou au Liechtenstein.

**Roger EGGLESTON**

---

\* Dans le cas des clients titulaires d'une relation numérique UBS, avec courrier en banque restante UBS, d'une hypothèque UBS, d'une solution de mandat UBS ou de relations clients constituées exclusivement de comptes d'épargne, ces frais ne seront pas facturés. Plus de détails auprès de l'UBS.



### Publicité et réalité...

Dimanche 8 mai, je regardais la retransmission d'un Grand Prix de Formule 1 qui se déroulait aux frontières de l'Europe et j'ai été très surpris de voir d'immenses panneaux publicitaires en faveur d'une des plus grandes banques suisses. Étrange, car comme des milliers de retraités n'habitent ni la Suisse, ni le Liechtenstein j'avais reçu une missive surprenante de cette même banque annonçant un « nouveau supplément pour clients domiciliés à l'étranger, valable à compter du 1er avril 2011 », supplément de 30 francs suisse *par mois* sauf si vous êtes un gros client ou si vous continuez de recevoir au minimum 500 francs par mois.

Malheureusement, cette date ne correspond pas à un quelconque poisson d'avril et la politique de communication de cette banque ne semble pas très logique. D'une part, elle envoie cette circulaire à ses anciens clients qui n'ont pas eu la possibilité de choix de leur banque durant leurs activités professionnelles du fait d'une situation de quasi- monopole, d'autre part, elle dépense des sommes importantes pour sa publicité en terre «étrangère»!

Que doit-on en déduire, que doit penser le client lambda qui avait laissé ouvert son compte pour continuer à recevoir ses remboursements maladie qui lui permettaient d'avoir des soins en Suisse sans être obligé de refaire du change? Quelle clientèle veut-elle?

**Pierre VANGELEYN**

### **“Only he who is retired, retirement knows”<sup>1</sup>**

There is a wonderful spoof on a Bach cantata written by Peter Schickele which is entitled “Iphigenia in Brooklyn”. It ends with a super fugue to the words “Only he who is running, running knows”.<sup>2</sup>

Anyway, you do not read the AAFI-AFICS Bulletin to find out about Bach spoofs. Reflect for a moment, however, on the much more serious proposition: “only he (or she of course) who is retired, retirement knows”.

I am thinking about the importance of engaging retirees much more in pre-retirement seminars and the like - i.e. in providing advice and wisdom about the state of being retired to those soon to embark on this wonderful phase.

And by “retirees”, I mean you.

I am sure that since your retirement you have reflected - at least once - on the information you received (hopefully) before you retired and said to yourself, “I wish someone had told me to expect this or that when I retired”. The “this or that” may take many forms: the sheer joy of not having to go to the office; the difficulty of managing one’s furiously busy agenda; the problems of dealing with the computer’s many idiosyncrasies; the completion of the annual tax return; and, of course, the day-to-day reality of managing on a reduced budget.

We each have our dada or pet peeve.

Whatever these may be, we probably would have been grateful to have received warning of such happenings and the Organizations’ pre-retirement seminars are one of the most useful vehicles for providing such information.

AAFI-AFICS has been invited for several years to make presentations at the UNOG and the ILO pre-retirement seminars. Our colleagues in other headquarters locations also participate in the respective events in other Organizations. We speak about the help and advice AAFI-AFICS can provide before and during retirement, especially in terms of where to retire, how to manage retirement and give details of some of the more delicate pension matters such as “the lump sum - take it or leave it”. Other participants in the 5-day seminars speak about the administrative formalities on separation, the Pension Fund, the medical insurances, taxation, wills and inheritances and so on.

We greatly appreciate the quality of these seminars but we believe that improvements can be made in terms of content, timing and most importantly their coverage for staff away from headquarters locations.

#### Content

The content of the pre-retirement seminars is good and continues to improve. We suspect that most of us would have appreciated a little more attention to the transition to retirement with a few practical “real-life” experiences.

Similarly it might be helpful to give more attention to management of the retiree budget.

---

<sup>1</sup> For “he” please read he or she

<sup>2</sup> Delete “knows” and replace by “nose” to really enjoy the joke!

## Timing

There are two issues:

- i) When is the best time to get information and to start preparing for retirement - one, two or even, for some issues, five years before retirement date? For example the question of where to retire needs to be thought about well before retirement. Similarly, the so-called “psychological preparation” is worthy of attention at an early stage.
- ii) The second issue is more practical and relates to the length of the seminars and their timing in the busy workplace. Currently the seminars are most often spread over 5 days; attending all the sessions can be burdensome for those with busy daily agendas.

## Coverage

If the seminars are useful - and we, like the administrations, are convinced that they are - then they need to be available to all staff everywhere. The ILO seminar is broadcast live to all ILO staff in the field. This is a good start, but we need to use our imagination to see how best to enable staff serving in all locations not only to receive pre-retirement details but also to participate in the exchanges of information in the seminar itself. Video conferencing has improved by leaps and bounds since we used to shout at colleagues across a crackly unsynchronised phone line; indeed I understand that the latest “telepresence” technologies allow a person to feel as if they are present, via telerobotics, at a place other than their true location. We are clearly on the path of “beam me up, Scotty”.

And if we cannot quite aspire to telerobotics there are the older technologies of Skype and, simpler still, DVD presentations to watch on your own computer.

Clearly a judicious mix of available technologies is required.

## Your help

Yes, we need your help, not with the robotics but with your recollections of your transition to retirement.

In what areas would you have appreciated more information and how long before your actual retirement? Please let us know by old or new fashioned means - i.e. a letter to AAFI-AFICS, Bureau A265, Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10, Switzerland OR an e-mail to: [aafi-afics@unog.ch](mailto:aafi-afics@unog.ch)

You have the summer to think about it, so the deadline is 1 September 2011.

We shall be also speaking to our colleagues in the FAFICS family about this in order to get global input.

So now pen to paper - or hand to keyboard - and thank you in advance for your help.

**Roger EGGLESTON**



[www.cafepress.com](http://www.cafepress.com)



## AAFI-AFICS SEMINAR ON WILLS AND SUCCESSIONS 28 SEPTEMBER 2010

*(The following is the translation into English of the first part of the dialogue between Maître Andrier and Maître Besso that took place at the Seminar. The second part will appear in our next issue.)*

### Maître Laurent Besso

Mr President, Ladies and Gentlemen,

It is a pleasure and an honour to be here among you today. Maître Nathalie Andrier and I are going to engage in what will be more of a debate than a lecture on different aspects of succession.

There has been talk of preparation for retirement, but you must know that preparing a succession is also an ongoing process that takes place throughout one's life.

What is important in a succession are the various concepts such as domicile, nationality, the place where the property is situated etc.

We shall also be talking about the practical aspects of a succession and how to prepare for it.

### Maître Nathalie Andrier

Good afternoon. We have decided to make this presentation together for, as you will see, there are important differences between France and Switzerland whether in the terminology or in the rules to be applied. So we felt it would be interesting and dynamic to give you a real-time comparison. To get right to the subject: where successions between France and Switzerland are concerned, we are governed by an international convention dating from 1953 – which is really not exactly recent. It stipulates that, to avoid double taxation of inheritance in France and in Switzerland, a succession is subject to the legislation in force in the place of domicile of the deceased for all his assets, with the exception of real estate which is governed by the law of the country where the property is situated.

So you see, one may very easily find oneself in an international environment and your professional experience will have taught you that, when one moves around, one may be confronted by different legislations applicable to one and the same situation. I second what Maître Besso has said: a succession requires preparation.

### Me. Besso

With regard to domicile – I shall talk about Swiss law before giving the floor to Me. Andrier – anyone who says he is domiciled in Switzerland must have the main centre of his interests established there for the long term. You must know that for our Anglo-Saxon friends here – particularly the British – the concept of domicile is an even more specialized one, very different from the notion of residence that is sometimes applied and that does also exist. For example, in order for a British person to establish a new domicile he has to have left his former domicile with the intention of never returning to it, which is something quite categorical; whereas for us, in general, what is implied is simply the intention to establish oneself and to have the centre of one's interests for the long term in the country where one settles.

### Me. Andrier

In France it is really a question of fact: your domicile is the place where you spend more than six months each year. How can that be proved? If the Administration contests the place of domicile indicated by the person concerned, it is for him to provide proof of the contrary.

Nationality, on the other hand, is not very important for the settlement of a succession, at least in France, since, as I have said, what matters to us is either the place where the real estate is situated or the domicile, but nationality does not come into it. Do you take account of it in Switzerland?

### Me. Besso

Yes, in Switzerland we have a rather curious kind of legal creature called the *professio juris*, that is, the right accorded the testator to opt, if he so desires, for his national law where a succession is concerned. This *professio juris* is quite interesting for the Anglo-Saxons too, if ever they want to avoid imposition of the “*réserve*” [the statutory portion of a legacy which cannot be withheld from the rightful heirs]. In contrast to French law, if I am not mistaken, you must know that the *réserve* is not a matter of public policy in Swiss law. In other words, a person of foreign nationality may quite well opt for his national law precisely in order to avoid the rules governing the *réserve*. This *réserve* is a rather special concept which we shall speak of in a moment.

### Me. Andrier

If you would allow me, I should like to take it up right now. In France, the *réserve* is the fundamental principle governing the transmission of a heritage: the impossibility of disinheriting certain persons. The *réserve* is set up for the benefit of the children, grandchildren and great-grandchildren; in France you do not have the right to disinherit them.

It is the counterpart of their obligation to provide for you: your children must, where necessary, provide for you until your death; in exchange you cannot disinherit them.

The *réserve* will depend on the number of your children. If you have one, he/she will be entitled to receive one half of your property and you can freely dispose of the other half. If you have two, they each are entitled to one third of your property. If you have three or more children, they will share three-quarters of your property and you can do what you wish with the remaining quarter.

This *réserve*, as Me. Besso has said, is a matter of public policy. You may do what you wish, but your children will always be able to claim: in other words, if you have given away all your property during your lifetime, after your death they will be able to claim from the beneficiaries their share of that property in France, if they have not received it.

### Me. Besso

This concept of a statutory portion differs from country to country. You are all up to date with the news and you know that this week Switzerland has become an avant-garde country by allowing a majority of women to assume the highest positions in the State. Well, where the *réserve* is concerned, we have one more inalienable beneficiary than in France, that is the spouse, male or female. So you need to know that in Switzerland the spouse is an inalienable heir.

### Me. Andrier

I don't dispute the fact that Switzerland is a country of the avant-garde, of course not, but I am pleased to announce that for a short time now in France too the spouse has also been an inalienable heir, if there are no children. However, if there are, one may completely disinherit the spouse. Where France is perhaps a little behindhand is in the fact that for a long time one could not disinherit one's parents. Now that is over with, one can do what one wants in that regard, but before, if you had no children, you had no right to disinherit your father and mother.

### Me. Besso

To come back to the *réserve*, of course one has to accommodate the rights of all concerned. You must know that, if you have descendants, they have a statutory portion and that portion will be relatively easy to calculate: it will be the three-quarters legal share that is attributed to the aforementioned children.

For example, if you have a spouse and two children, the inheritance is divided into two: half for the spouse and half for the children. The children's inalienable share will then be, in this case, three quarters times a half, since we have said that it was three-quarters of the legal share that was the children's *réserve*.

I won't go into tedious sums with fractions; a counsellor can help you there. You must just remember that the statutory portion of the surviving spouse will be a half, so it will be a quarter of the *réserve*.

So you need to know that the children and the spouse concurrently have a *réserve*. And if there are no children, in that case the parents also have a *réserve* under Swiss law. That is something that

has not changed; for twenty years now the brothers and sisters no longer have a *réserve*, but the surviving parents still have a *réserve*.

Since we have talked of the *réserve*, we shall speak of legal heirs; I am using a term of Swiss law. You will perhaps hear Me. Andrier using different terminology for the same persons. The legal heirs are those who are entitled to something, if one does not make a will.

All the inalienable heirs are legal heirs, but the legal heirs are not all inalienable. Who then are these legal heirs? They are, naturally, the descendants first of all, accompanied by the spouse. If there are no parents or their descendants, that is brothers and sisters, you go on to the grandparents and the cousins; if there is no one at that level, then one continues to the grandparents and their descendants; after that it is the State.

#### Me. Andrier

In France we do not go so far since, to begin with, it is clearly the descendants who inherit when no testamentary or other provision has been made; the law defines the heirs and, to begin with, it says that they are the children or the grandchildren/great-grandchildren or the father and mother if there are no children or grandchildren – always with the spouse alongside.

Now, in France the surviving spouse finally has a place in his/her own right. This is quite recent, since it only dates from 2002. Up to 2002, the surviving spouse inherited practically nothing, but since a law of 3 December 2001, he/she receives appropriate protection, because when there are only children common to both parents or no children at all, the surviving spouse at least inherits the usufruct, that is the right to enjoy all the property until his/her own decease. That is what we were trying to achieve earlier by advising a gift to the survivor. We shall come back to this in a minute.

So, the first level is the descendants and the father and mother; then, if there are no descendants and no father or mother, everything goes to the spouse; then, if there is no spouse either, the brothers and sisters, or their children if one or other has already died; failing all those, the previous generation and after that you look for collateral relatives (cousins) to the fifth degree; we don't go further than that. You go back as far as possible in the previous generation. Thereafter, if that fails, then the inheritance falls to the State.

#### Me. Besso

As you have heard, we have legal heirs and inalienable heirs who have a minimum share attributed to them and of whom we have already spoken. In Switzerland we also have what we call "*l'héritier institué*", the appointed heir, that is an heir who has no legal reason to figure in the will but to whom one can grant the available portion, that is the amount the testator can freely dispose of. An appointed heir can be anyone – a physical person or a legal entity such as a foundation or association etc. It must simply have legal existence and the person must be alive. Under Swiss law one cannot appoint a person yet to be born if that person has not been conceived.

This is also a little different from British law where the inheritance can "float" and be attributed later to the heirs by the executors.

This appointed heir has another name with you, I think ...

#### Me. Andrier

In France it is simply a legatee. Such an heir can only be appointed in connection with a testament; he/she will be called a universal legatee if they are authorized to receive all the property and a legatee by particular title if it is a specifically designated piece of property one wishes to bequeath to them. However, as far as the choice of the person is concerned exactly the same philosophy holds as in Switzerland, since the legatee has to be alive - that is, already conceived - or a legal entity.

#### Me. Besso

We have heard the term legatee. You must know that in Swiss law there is a difference between an heir – who may be an appointed heir – and a legatee. The heir receives a share of the inheritance, that is, he receives a quarter or 10 per cent of the inheritance and he will also assume the debts of the succession where there are debts, in the same proportion, since he receives a share of the assets and the liabilities that make up that succession. On the other hand, there is also the "*legs*", the legacy or bequest – I wish to donate the sum of 10,000 Frs to the X Foundation or to my cousin Y

– and here it is a matter of assigning a specific object to a person who will not be responsible for the debts of the succession – this is the person whom we call the legatee.

#### Me. Andrier

You will note that there are differences between France and Switzerland regarding legacies even at the level of pronunciation, since my neighbour pronounces the word “lais”, whereas I sound the g in “legs”.

As regards the concept, you will have understood that one may, by means of a will, either hand on one’s property as a whole, or a large part of it if one has children who have an inalienable right to the statutory portion, or bequeath a specific item.

Now we must speak of the fiscal consequences. Shall we deal with them right away? No; in a moment. Let’s keep up the suspense! In regard to taxation, there are other ways of transmitting one’s property.

First I should like to go back a bit: where there is a great difference between France and Switzerland is that in France we consider that there are as many successions as there are countries concerned. In other words, you can perfectly well accept a succession in France and, if a piece of real estate in Switzerland is involved, you can renounce the same succession in Switzerland.

I think that is a notion that you do not entertain?

#### Me. Besso

It is something that is sometimes imposed on us, but that does not form part of our domestic law. That is why inheritance law involves a principle known as the “principle of unity”. We use a word that is not very French and that I don’t like much: it is the “unicity of the succession”. It simply means that the inheritance will be dealt with as a whole, in its entirety, because it is that whole that will be transmitted to the heirs and an effort will be made to apply the same law to it. I say “an effort will be made”, because there are certain types of property in regard to which certain countries assume the right – one can quite understand – to decide who will dispose of those properties and how. I am speaking in particular of real estate. It is true that it is the nature of the land that forges a country and it is understandable – I do not say quite natural, but understandable - that some countries should wish to apply their own law to such property. We are speaking of real estate in particular; when there is a succession in Switzerland, it is true that we are compelled in the case of real estate to apply French law, even if we do not apply it in the sharing covenant. The person in charge of the succession has to apply French law.

There may also be a question of the location of other rather special types of property, for example, boats and aircraft (fortunately you do not find too many of them in successions), which are properties of a peculiar nature that enjoy special treatment.

Where taxation is concerned, you will see that it is more complicated still; we’ll talk of that later. We have spoken of heirs, legacies and property. For the transmission of this property an important person often enters the scene, at any rate in Switzerland and in many legal systems of Germanic origin: that is the *executor of the will*. He is very important in Anglo-Saxon law, where he is in fact the pivot of the succession, and he is beginning to be so in French law.

The presence of an executor is not compulsory; nevertheless it is in my opinion very important to provide for an executor. He or she will be the person who takes the place of the deceased for the administration of the succession. He/she must be a trustworthy person who knows the family well, with a view to averting conflict as far as possible or to resolving it. Clearly the loss of a loved one is for everyone a great source of stress within the family, a very difficult period emotionally, and at times like that incidents may arise that one regrets later but that occur because there is great feeling involved. The executor is there to restore calm so that the deceased’s will can be carried out.

Now in Switzerland the executor of the will has very great powers: it is he who manages and administers the succession; however, he does not have the power to divide the inheritance. That is very important if there are heirs, particularly inalienable heirs, for he cannot sign a sharing covenant in their place. In contrast, he can foster the emergence of a situation where that division becomes possible; he will deliver the legacies for a succession, deal with the authorities and, above all – and

this is something you all want to leave behind you – he will enable peace and concord to prevail while certain possibly delicate operations take place.

#### Me. Andrier

Even though the concept is making its appearance, in France executors have no power. In fact the arrangement is that the heirs settle the succession directly. Recently people have had the power to give a posthumous mandate: to say “at the time of my death I should like my property to be managed by such and such a person for ... (a limited time that may extend to five years)”. There has to be a reason for that, either because the children are under age or because they do not have the required capacity to manage it themselves. It can be extremely useful, for example if the deceased had been in charge of a considerable property or a business and special competence was required to cope with it.

I take the opportunity to speak to you of something that has nothing to do with inheritance, but which is important, notably in connection with the statement of the first speaker, and that is the “power of attorney for future protection”. Since 2009 in France we have been able to appoint a person who will be called on to manage our property once we are no longer completely capable of doing so. This reflected a real need and a real expectation on the part of our clients. That is why I am pointing out that this possibility now exists in France. Think about it: the power of attorney can either be drafted in the presence of a notary or it can be done alone, but in that case the powers conferred are less.

I'll now go back to the executor. He does not have much power in France. It is really the surviving spouse or the heirs who will be in direct contact with the notary to move the succession process forward.

There are various means of bequeathing property: certainly it must necessarily be handed on at the time of death; but we may want to anticipate and protect those who are close to us, linked for example by a marriage contract, by saying “I wish our shared home to belong entirely to the survivor”, thus allowing the surviving spouse to be solely entitled to sell the property for example. That is also possible in Switzerland, is it not?

#### Me. Besso

In a slightly different form, but the result is the same. We have several different types of marriage settlement, but I do not want to dwell on that aspect today. There is the joint ownership of property, a rather special kind of settlement which was the usual one or the one in force for many years, but which today has been replaced by the system of contribution to jointly acquired property. To describe it briefly, this means that each spouse keeps the property he or she owned before marriage; the property acquired during the marriage, that is obtained in exchange for payment, is shared equally; and finally property received as a gift, even during the marriage, remains the possession of the one who received it. So this is also quite important and one may decide, not to allocate a piece of real estate as is the case in France, but to grant the entirety of what has been acquired during the union, that is everything they have acquired together, to the surviving spouse.

I have to say that this is not a solution I adopt frequently; I adopt it when there is no possibility of dispute within a family. Why? Because it will be imposed on the descendants. In general I prefer to use another instrument that we shall speak of later and which is well known in Swiss law: the “*pacte successoral*” or inheritance covenant, which enables the whole family to participate in a joint project for the transmission of the inheritance. I will come back to that in a moment.

#### Me. Andrier

In contrast to Switzerland where the principle of the unicity or singleness of the succession prevails in any inheritance settlement – Me. Besso has explained that to you – we in France have the “principle of immutability” where the terms of a marriage settlement are concerned. Whether one marries without a contract at the start or under a given contract, the principle in France is that you don't change. Changing the marriage settlement is an exceptional undertaking that generally must be approved by a judge. Whereas in Switzerland you can at any time go and see a notary to change the terms of your marriage settlement, which perhaps simplifies things when one wants to make arrangements on account of a death and insert them into the marriage contract.

## Me. Besso

I venture to intervene on that precise point. It is true that you can change a marriage contract in Switzerland and, most often, it is done quite deliberately: you go to the notary, you discuss it with him and you change. But I believe all of you here are international civil servants, so it is possible that some of those who live in Switzerland have changed the terms of their marriage contract without knowing it. Without knowing it – how could that be? Because Swiss civil law provides that a couple who come to live in Switzerland and choose to be domiciled here are subject to Swiss law; that is to say that, if there was no previously signed marriage contract and - what is more - if the contract did not provide where need be for the application of the national law of their previous domicile, well then the persons who come to settle in Switzerland are subject to the Swiss regime, often that of contribution to jointly acquired property. And this may be a surprise, especially at the time of the succession. Why? Because our Anglo-Saxon friends, as I have said, are more used to a system that resembles what we call separate ownership of property. And when they come to Switzerland and want to know a bit more about their marital situation they are told that, having come to live in Switzerland and not having made an explicit request to remain subject to their former law, they are de facto subject to Swiss law, in this case to the system of contribution to jointly acquired property.

## Me. Andrier

Since in France it is not easy to change one's marital situation, there exists an instrument for one's protection called a "gift to the survivor", which in case of death protects the surviving spouse in particular, leaving him or her extremely broad rights. It is particularly important when the couple have children from previous marriages. There is more and more talk of "composite families": one may remarry after some years, having children already, and then the protection of French law is not sufficient for the survivor. You need to go and see your notary to set up protection for the new spouse, either in the form of a gift to the surviving spouse or in the form of a testament.

**Original transcribed by Christiane Kind and translated by Jane Brooks**

# OF CABBAGES AND KINGS

## ULTRA MODERNIZATION III

It is time to announce a new law. With all due modesty, I call it Aamir Ali's Law, a close relative of Murphy's. And of Parkinson's (the law not the malady). And of Peter's (Principle).

Quite simply, it states that the more modern you get, the more stressful your life becomes.

Let me take an example. No, I won't take anything so complicated as a computer because you will say, Well, of course we all know that a computer is too difficult for ordinary mortals to understand, there's nothing new there. (Oh isn't there just!) Let's take a simple thing like a clock. Even Julius Caesar had a clock, if Shakespeare is to be believed.

Well, my wife had a clock on her bedside table which told the time – and perhaps did other things as well but we were content to remain ignorant of them. At night when you half woke and wanted to know how much longer you could remain in bed, you pressed a knob – a large one so you couldn't miss – and the figures lit up for a few seconds. Thus you could read the time despite it being night and go to sleep again.

Now bedside tables are always too small for the purposes they are meant to serve: that's another law, by the way. My wife's was no exception. So naturally, there came a day when the clock lost its territorial battle with a myriad other objects and was knocked off its allotted space. It landed with a bit of a crash and came apart. All the King's men and all the King's horses couldn't put it together again. Time to buy a new clock. We asked our son to

get us one, a simple one which told us the time and didn't try to perform ten other functions we didn't need or want.

So a few days later he arrived with a nice, small clock and he fitted it up so it told the correct time. It told the time in digits which were lit up. We would have preferred the old fashioned hands on a round cheerful face but our motto is Adapt! So we adapted and everything was fine.

But there was a little snag. The digits were so brightly lit that they lit up the room and this made it difficult to go to sleep. (What happened to the luminous paint we had in olden times?). So we fiddled about with it and discovered that we could turn it face down and thus extinguish the light.

But then of course we couldn't read the time; to do that one had to turn the clock right way up again and light up the room. Plus that, with all that manoeuvring, one was wide awake and it was difficult to go to sleep again.

And during these manoeuvres, another snag was revealed. It had a long thin wire with a plug and this had had to be plugged in. The wire was a real live wire and when you fiddled with the clock, it moved naughtily around and knocked other things off the crowded bedside table.

But all this we accepted as the normal pains of learning to live with new acquisitions of the modern age. The trouble began when at the end of October, the world turned to Winter Time and we all had to get up at two o'clock in the morning to put the clocks an hour back. Or was it one hour forward? It was indeed one or the other. I'm never quite sure how it happens but I know that this saves daylight. Wouldn't it be easier just to ask the sun to rise an hour later? I remember reading that dairy farmers also had difficulties with this Winter-time/Summer-time business because the cows didn't go by the clock but by the sun. (How old-fashioned can you get? The cows probably only produce ordinary instead of homogenized milk.)

Anyway, we now found ourselves one hour ahead or one hour behind as the case might be. The challenge was that since the world wouldn't adjust to our fine new clock, we had to adjust the fine new clock to the world. To explain the situation I'll have to go back to a few years earlier, when my wife had given me a nice new bedside clock. It also told the time in digits but up and down. I mean it was in two lines, the upper line was the hours and the lower one was the minutes. Now due to hard work with the manual of instructions I had worked out how to adjust the time when this became necessary. This was no mean achievement because as you must surely know, to match the words of an instruction manual to reality is as difficult as flying to the moon.

There was a line of tiny knobs down one side of this clock – which by the way, instead of being round was cylindrical. These tiny knobs had even tinier letters next to them. You then had to learn that TS meant Time Set. The H for hours and the M for minutes was actually not too difficult to work out. You pressed TS and then H or M as you wanted. It needed some subtle sleight of hand to hold the cylinder, tilt it so the letters could be read, and then press the TS knob with one hand and the H or M knob with the other; all the while holding on to the clock with your third hand. And you had to be extremely careful to make sure that when you pressed your knobs, you didn't press the adjoining ones as well.

As our new clock also had similar minuscule knobs, I assumed that the drill needed to adjust the time would be similar. The Manual, in its occult style, practised the soul of wit and said: 'Press SET. Press + or – to change the settings. The settings order is 12/24 hr format hour, minute.'

Needless to say, I got all manner of times flashing on and off as they jumped merrily from 1 to 24 to 60 without any clue as to why they were doing this.

But as Julius Caesar or Shakespeare might have said if he was trying to set his clock: Time, Life's fool, must have a stop. So when I got the clock to within 12 minutes of the correct time, I called it a day and stopped. All we have to do now is to remember whenever we look at it, that we have to take 12 minutes off – or is it to add 12 minutes on?

Aamir ALI



## IN SEARCH OF LOST TIME ...

*This is the fifth and final interview with our friend Roger Fontana*

**PV:** In the last Bulletin, Roger, you left us with the hope that we might meet again. With all your different activities, your energy seems to have conquered time.

**Roger:** Not at all. I'm just like everyone else. Time is short and we must profit from every minute.

**PV:** In other words, you are still very active.

**Roger:** Oh, yes. During 1986/87 I did voluntary work at the Cantonal Hospital on a project to provide reading material for the different services with the assistance of Naville who donated their unsold magazines. At the same time (1986-89), after 17 years' experience as an executive with the *Protection civile* [state-financed civilian rescue organization] I took part in the Palexpo security service. I was assigned to the control centre for the organization and successful running of exhibitions; my task was to co-operate with the various services.

**PV:** You have a gift for making time go further.

**Roger:** It is enough just to live, simply. In 1998, I was co-opted by the WHO Association of former Staff Members. I also joined the staff association in charge of the festivities for WHO's 50<sup>th</sup> anniversary. In that way I got interested in the activities of the Association and their development. I became its Vice-President from 2000 to 2004, and President from 2004 to 2008.

**PV:** So many memories to share! We will need a little time to write it all down.

**Roger:** Of course. As the President of the AOMS, I represented the Association at the meetings of the AAFI/AFICS Committee, which is where we met. At the conclusion of my mandate, I helped AAFI/AFICS by developing relations with the Geneva authorities responsible for retirees: Plateforme des Aînés, Geneva's Cité Seniors, and the International Network on Ageing (GINA) which is based in Geneva. Each year I take part in their commemorative day.

**PV:** We have reached the present and, thanks to people like you, AAFI/AFICS participated in manning the stand of the Plateforme during the last Automnales de Genève (the Geneva home fair).

**Roger:** It is very satisfying. A number of volunteers from AAFI/AFICS were present. International staff no longer live in an ivory tower, they take part in local activities especially when they have more time once they are retired.

**PV:** Have you got any projects? Are you winding things up?



**Roger:** After 26 years of retirement, I do have some projects and am trying to honour them. No winding up, but I would like to thank all those who have guided, counselled and helped me.

**PV:** So, we have come to the end of our talks together.

**Roger:** One last word. Congratulations to all those who have had the patience to follow this modest 'epic' that is my life and that has brought me so many faithful friends, so much enlightenment... and a few white hairs. I got married on 14 July 1951, and my wife has always faithfully followed me, as have our two daughters and three grandchildren. So, a nod in their direction too.

And to you, Pierre, a big thank-you ...

**PV:** I don't know who should thank whom. I know several readers who appreciate learning of your 'epic' life in this tough postwar world, where there is nevertheless a glimmer of hope.

**Pierre VANGELEYN interviews Roger FONTANA**

(and thanks his family for having corrected  
a few errors that slipped in)

Translation by Elisabeth Belchamber



## THE 2011 GENERAL ASSEMBLY OF AAFI-AFICS

The 71st Annual General Assembly of AAFI-AFICS took place on Tuesday 12th April 2011 in Room II of the ILO.

Gilbert Ferrari was elected as Presiding Officer. Over 100 members of the Association were present.

Among the guests were Andres Castellanos del Corral, President of FAFICS, the representatives of the Geneva Office of the UNJSPF (Elisabeth Chauveau-Bais and René Vargas) and representatives of the administrations and health insurance committees of the Geneva-based organizations.

The Annual Report of the Committee was presented to the General Assembly. It appeared as a special edition of the Bulletin in March 2011. It provides fuller information on the subjects referred to in this report of the AGM.

### **Pensions**

The representatives of the Pension Fund Secretariat made an excellent joint presentation, pointing out that the value of the Fund's investments had once again reached some US\$41.4 billion and confirming that the Fund - created in 1949 - was in excellent health. It comprised 23 member organizations, some 120,000 participants and 64,000 beneficiaries. It was of note, especially in a Fund of such maturity, that contributions continued to exceed payments.

There was a small actuarial deficit which called for continued prudence in the management of the Fund but was certainly not a cause for alarm.

Pointing to the importance of returning the Certificate of Entitlement as promptly as possible, the representatives of the Secretariat encouraged those who were able to do so to send their completed Certificates to the Geneva UNJSPF Office. This facilitated confirmation of receipt. They also reminded those present that it was possible to check the status of receipt of the

Certificate of Entitlement on the UNJSPF website. The website also provided information on exchange rates and was particularly useful for calculating pension benefits for those planning their retirement and in respect of changes in the country of residence for those receiving benefits under the dual-track system.

Concerns were again raised from the floor about the viability of the US dollar as the reserve currency and the effects of the decline in the value of the dollar against most European currencies.

One member also recalled the request he had made previously that the Fund report its investments and operational activities in the currencies of the Fund's liabilities rather than simply in US dollars.

Another participant reminded the Assembly of the need for greater flexibility on the part of the Fund regarding the documents required for processing certain payments; he cited the problems of those in and from India who had no marriage certificates, which made it difficult for surviving spouses to claim their pension.

The President of FAFICS intervened to explain the efforts FAFICS was making to seek improvements in the Certificate of Entitlement and to meet the needs of those in India and elsewhere whose certification was different from the norm.

### **Health matters**

The President of FAFICS also provided a valuable *tour d'horizon* of developments in the health area, recalling that in 2010 the FAFICS Council had adopted a resolution in which it "upheld and is dedicated to ensuring the maintenance of current After Service Health Insurance schemes and the integrity of related benefits for all current and future eligible participants"

He assured participants that the concerns they had raised at the 2010 AAFI-AFICS Annual General Assembly about the resolution passed by the United Nations General Assembly in 2009 on After Service Health Care had been carefully noted in FAFICS; the situation was being closely monitored.

### **Taxation** (Please see the Annual Report for more details)

The Assembly was informed of the work in the area of reducing taxation which had been spearheaded by the Section of Former ILO Officials of the ILO Staff Union

There appeared to be general agreement among participants that this was an area where the greatest caution should be exercised. In the view of many, taxation of pensions was here to stay; the principle that pensions were taxable had to be accepted. The Presiding Officer summed up the feeling of the Assembly, suggesting that if we go on stirring up this issue we shall all end up paying more tax.

### **Relations with the local communities**

The Assembly welcomed the efforts that were being made to create links between AAFI-AFICS - and the members of AAFI-AFICS - and those responsible for ageing in the Swiss and French communities. Collaboration with the local authorities was described as "growing" and "harmonious".

Elsewhere in this Bulletin Pierre Vangeleyn has presented a complementary report on the AGM in which - given the lively debates - he suggests that consideration be given to making more time available for the meeting. The Committee will be considering this option or, alternatively, that of having half-day meetings dedicated to certain aspects of our work.

**Roger EGGLESTON**

## ANYONE FOR SHAKESPEARE?

### Profiting from Shakespeare

Samivel, the French cartoonist and mountaineer, had a wonderful cartoon about the Matterhorn. There is this little man in a bowler hat, striped pants and formal jacket with a furred umbrella clasped behind him, looking up at the majestic, awe-inspiring Matterhorn. And he says, *A quoi ça sert?*

So might a hard-nosed, tough manager of our times feel as he looks at Shakespeare's plays: What use are they?

Well forget their poetic and literary value; hard-nosed, tough managers have got a lot of profit from Shakespeare. And what's more, he has proved useful to older persons in special ways; for us, that's important.

Some management courses have sessions on Shakespeare. Why? There are two good reasons. First, during a course, which can be dry and dusty at times, it is refreshing to have a session which is quite the opposite. Second, Shakespeare has a great deal to teach us about management, motivation and leadership. And that in the most exciting and pleasant way.

Many of his plays – including all his history plays – are about authority, power and leadership. These were timely subjects in the Elizabethan age as well; that's why Machiavelli was a best-seller. Shakespeare himself was a shareholder in his players' company; the fact that he retired as a wealthy man able to buy the best house in Stratford-upon-Avon shows that he was a successful business man. Elizabeth's courtiers were establishing a secret service; her grandfather Henry VII had set up the modern civil service, her father Henry VIII had emancipated himself and his subjects from the authority of Rome, merchants were sending their ventures across the oceans. All these activities needed new managers. Shakespeare's *Henry V* is all about leadership and motivation; that's why Laurence Olivier's film of it during the War gave England such a boost. *Coriolanus* shows how one can become a bad leader.

A parallel lesson can be drawn from the New Delhi Metro; it was built in the time planned, without overruns of expenditure, it's clean and punctual: a unique miracle in India. 'It is not merely good by Indian standards but among the best in the world,' wrote the journalist Lydia Polgreen. All senior managers were given a copy of the Bhagavad Gita, not because it is a beloved religious text but as a management manual. It is the story of how Lord Krishna motivated the warrior hero Arjun to continue doing his duty in spite of all odds.

Scotland Yard, which we certainly hope is hard-nosed and tough, has organized several courses on 'inspirational leadership', built around *Julius Caesar* and *Henry V*.

The novelist A.S. Byatt wrote, "Shakespeare does much more complicated things with the English language than anybody else. His sentences give you an intense linguistic pleasure that no one else gives." Scientists, armed with fancy brain-imaging equipment, have found that reading Shakespeare has a very good effect on the mind. A team of English professors and neuroscientists found that reading Shakespeare makes the brain light up with electrical activity. Prof. Davis of Liverpool University, author of *Shakespeare Thinking*, and leader of the team said, "The brain appears to become baffled by something unexpected in the text that jolts it into a higher level of thinking."

Reading Shakespeare is specially useful for elderly patients. Prof. Davis wrote, "We have an outreach programme where volunteer students read to elderly people and we have noticed powerful effects of literature on them. It helped them to remember things they had

long forgotten. There has been an over-dominance of tidy and pedestrian writing for some time now.

“When students read ordinary texts, they reached normal levels of electrical activity. When they read Shakespeare, the levels jumped because of the unusual use of words “

Are you aging but want to keep your mind agile? Try Shakespeare. And have fun as well.

**Aamir ALI**

## LET US PLANT A TREE

*I enjoy looking at you, tree, 100 years old yet with buds and branches as if you were still an adolescent. Teach me the secret of aging, open to life and youth, to dreams, like someone who knows that youth and old age are but steps on the road to eternity.*

An anonymous thought encountered while browsing

The first day of spring, 21 March 2011, was one of those exceptional moments when everything is perfect – a deep blue sky without a cloud, bright sunshine and a light breeze to refresh the air.

I attended a ceremony that the UNECE/FAO Forestry and Timber Section had organized in the presence of some 30 people in the Ariana Park to plant (close to car park no.2) a tulip tree (*Liriodendron tulipifera*) to celebrate the World Day of Forests of the International Year of Forests declared by the UN.

It was a moving experience for all those present since planting a tree symbolizes an act of life. One speaker referred to the invaluable contribution of forests to the environment and the well-being they bring to us all.

Around this young tree, we participated in a rather unusual and very emotional action for all those present: each guest had been invited to prepare a message for the generations to come. These messages were put together in a time capsule and buried at the foot of the tree.

One guest spoke of the exceptional beauty of the park that surrounds the United Nations buildings in Geneva, not only in terms of tree species of which there are about 800, some 100 of which originate from all over the world, but also because they are so well cared for that some have been flourishing for several centuries. To add a touch of colour, the gardeners have planted a harmonious selection of ornamental trees, with flowers that perfume the passers-by – who may see one of the permanent features of the park – a peacock displaying his tail.

Since the 2010 Heritage Day, 4 June, a small plaque in front of each tree indicates its name, country of origin and specific characteristics. Strolling through the park is now a little less anonymous and thanks can be expressed to the Gardens Service for this excellent idea, realized in cooperation with experts from the Botanical Gardens, that has made it possible to know a little more about the different species to be seen in this magnificent park.

Enjoy your walk...

**Christiane KIND**

Translation by Elisabeth Belchamber

*P.S. We have just learnt that as from 6 June 2011, the Visitors' Service have launched a new thematic tour: "The Ariana Park: its flora, history and management".*

## POEM

“A tree was cut and ceased to be,  
Yet no one cared, not even we;  
And not a thought of a decree.  
Then thousand trees were cut again,  
Still no one cared except to gain  
And many thought, What a bargain!  
A million trees were burnt outright,  
Now a few started wondering if this was right,  
But many continued with no fright.

When a billion trees without defence,  
Were slashed and burnt with little sense;  
Now many awoke from their somnolence  
To realize the grave offence  
That whittles Gaia’s existence.

Must a crisis come to make man see  
The value of a single tree  
In order to pass a decree,  
And live life in full harmony?”

**Naseeb DAJANI**



## NEWS FROM THE ORGANIZATIONS

### UNITED NATIONS/WORLD HEALTH ORGANIZATION

#### **Non-communicable diseases leading cause of deaths worldwide, says UN report**



*Physical exercise can help to reduce the risks of cancer.*

On 27 April 2011 health experts from around the world convened in Moscow to tackle non-communicable diseases, which are the leading killer today and on the rise, according to a new report issued by the United Nations World Health Organization (WHO).

According to the first WHO Global Status Report on Non-communicable Diseases, 36.1 million people died in 2008 from conditions such as heart disease, strokes, chronic lung diseases, cancers and diabetes. Nearly 80 per cent of these deaths occurred in low- and middle-income countries.

“The rise of chronic non-communicable diseases presents an enormous challenge,” says WHO Director-General Margaret Chan, who launched the report during the Global Forum in the Russian capital.

“For some countries, it is no exaggeration to describe the situation as an impending disaster; a disaster for health, for society and most of all for national economies,” she added.

“Chronic non-communicable diseases deliver a two-punch blow to development. They cause billions of dollars in losses of national income, and they push millions of people below the poverty line, each and every year.”

Cardiovascular diseases account for most deaths attributable to non-communicable diseases, claiming 17 million lives annually, followed by cancer (7.6 million), respiratory disease (4.2 million) and diabetes (1.3 million).

These four groups of diseases account for around 80 per cent of all non-communicable diseases deaths, and share four common risk factors – tobacco use, inadequate physical activity, the harmful use of alcohol, and poor diets.

Ala Alwan, WHO Assistant Director-General for Non-communicable Diseases and Mental Health, noted that about 30 per cent of people dying from these diseases in low- and middle-income countries are under the age of 60 and are in the most productive period of life. “These premature deaths are all the more tragic because they are largely preventable,” Dr. Alwan said.

According to WHO, millions of deaths can be prevented by stronger implementation of existing measures such as stronger anti-tobacco controls and promoting healthier diets, physical activity and reducing the harmful use of alcohol.

The report provides global, regional and country-specific statistics, evidence and experiences, as well as advice and recommendations for all countries and pays special attention to the countries which are hardest hit by non-communicable diseases.

It recommends raising taxes on tobacco, banning tobacco advertising and legislating to curb smoking in public places. Other measures include reducing the levels of salt in foods and stopping the inappropriate marketing of unhealthy food and non-alcoholic beverages to children.

Some 300 representatives from civil society, the private sector and academia took part in the Global Forum, which provided inputs to the First Global Ministerial Conference on Healthy Lifestyles and Non-communicable Diseases Control that took place on the two following days in Moscow.

Both events are a precursor to the first-ever General Assembly high-level meeting on the prevention and control of non-communicable diseases, which will begin in New York on 19 September 2011.



## BANK CHARGES FOR NON-SWISS RESIDENTS

A number of members have raised questions about the recently announced increase in bank charges by one of the major banks in Switzerland.

The bank used by the majority of UN system Organizations based in Geneva – UBS - has announced that, with effect from 1<sup>st</sup> April 2011, it has increased the charges applied to those residing **outside** Switzerland (and Liechtenstein) .

The additional charge is CHF 30 per month.

The charge will NOT apply, among others, to those clients with total assets of more than CHF 50,000 or with a regular monthly salary or pension deposit of at least CHF 500 or its equivalent.\*

The issue has been raised by those who do not meet these criteria and have maintained their UBS accounts after retirement essentially in order to receive health insurance reimbursements or meet other regular payments in Switzerland.

AAFI-AFICS has discussed the matter with representatives of UBS.

It is understood that the additional charges are being imposed as part of a restructuring of the way in which the Bank manages and maintains accounts for those domiciled outside Switzerland notably to conform with European Union legislation.

From our discussions to date it would appear as if there is little chance of there being any change in the decision taken by UBS.

For pensioners **living in the countries affected** by the new provisions it would therefore seem that the only solution is:

- either to close their UBS account (please note this will cost CHF25) and to request payments of, for example, any health insurance claims to another bank - most probably in the country of their domicile;
- or to increase their monthly income deposits into their UBS account.

The Committee will continue to keep this matter under review and advise members on any further developments. **Please note that these charges do not apply to those domiciled in Switzerland or Liechtenstein.**

Roger EGGLESTON



---

\* There are a number of other cases to which the charges will not apply, including clients with numbered accounts, those with UBS retained mail, those with a UBS mortgage and those with accounts that are exclusively UBS rental savings accounts. Details are available from UBS.

### **United Nations Reform, Heading North or South?**

**by Spencer Zifcak, foreword by Gareth Evans, Routledge (London and New York), 2009, 218 p.**

Another book on UN reform, among the numerous reports and other publications on the topic? Yes, but it is worth reading and keeping as a thorough, short review of all Kofi Annan's reform proposals and related reports of high-level groups, plus references to more than 70 interviews with diplomats and senior UN officials. It shows the differences between "North" and "South" objectives and interests in promoting or blocking UN reform, while recognizing that each group includes countries and/or regions with differences.

The book covers the usual reform areas, the Security Council, the General Assembly, the Human Rights Council, but also the use of force, the responsibility to protect, and international action to combat terrorism. It keeps to the 'UN proper', excluding other parts of the UN system.

For the North (essentially, the USA, Japan, the European Union and the CANZ group – Canada, Australia, New Zealand) , the UN should focus on peace and security, humanitarian assistance, democracy, human rights, good governance and international justice. North countries promote the 'responsibility to protect' now on trial in Libya, they want to rationalize the UN's management and limit or cut its budget. South countries (essentially the Group of 77 and the Non-aligned Group) want the UN to stress economic development and a reduction of the world political and economic inequality: The South wants the UN to act as the central, economic policy-making body on the globe. The role of the UN as a forum is important for South countries: they defend multilateralism based on the UN Charter as a protection of their territorial integrity and national sovereignty. The South is weary of the North's attempts to 'protect' their populations, considered as post-colonial intervention. It wants 'equitable geographical distribution' to be applied in all UN bodies and, in particular a better representation in the Security Council, while permanent members want to retain their power and favour the status quo in that body.

Reform efforts have suffered from the destructive impact of John Bolton (called "the Bolton thunderbolt" by the author), the former American representative, and of the distraction and distress of Kofi Annan when he opposed the Iraq war and when involved in the oil-for-food crisis.

The author considers that the record of success in all areas of reform is "not a handsome one", because of the different objectives and interests of North and South: South countries have often blocked North proposals, and particularly those promoted by the USA, suspected of wanting to maintain or increase its domination over the Organization. Annan's proposals have also been blocked or diluted for the same reason. However, a few changes have been adopted. A new Peacebuilding Commission has been established with a substantial Peacebuilding Fund to support it. The budget of the High Commissioner for Human Rights has been doubled, as well as the budget of the High Commissioner for Refugees. A Democracy Fund has been approved, as well as a Central Emergency Response Fund. A small, standing UN Police Force has been formed for the first time.

In conclusion, the author suggests that, for the foreseeable future, "grand reform" of the UN is off the agenda: for now, only incremental change is feasible. Reform must be backed by strong leadership from the Secretary-General and political will by Member States, including the essential support of the USA. Permanent members of the Security Council must be "on board or agnostic" before major policy or structural change is initiated. For most



interviewees, reform by consensus would have to be replaced by majority voting, although this may be opposed by South countries. Finally, instead of insisting upon greater coordination and systemic coherence in the UN system, organizational diversity and decentralization should be encouraged.

These are wise words. They show how difficult UN reform is and will continue to be in a divided UN and in an imperfect world.

Let us add those areas of relative success, not part of the book, which include peacekeeping forces and the impact of the UNHCR, UNICEF, the World Food Programme and most of the technical specialized agencies, all of which are needed. Some of these have undertaken reform, most need critical review and assessment by independent groups.

**Yves BEIGBEDER**

International Criminal Tribunals, Justice and Politics by Yves Beigbeder (Palgrave Macmillan, 2011)

Our colleague, Yves Beigbeder (a Committee member) has just published another book on international criminal justice. This book reviews the statutes, achievements and limitations of international criminal courts, starting with the Nuremberg Tribunal, followed in the 1990s by temporary international or hybrid national/international courts and by the creation of the permanent International Criminal Court.

These courts have all been exposed to pressures and interference of national and international politics, which have limited their impact. Are they really independent from the States which have created them and on which they depend for their financing and cooperation? The book provides both an overview and a political analysis of the strengths and weaknesses of the various tribunals and of international criminal justice in general.

The final question is whether international criminal justice is a utopian enterprise based on unrealistic and unfair grounds, or whether it constitutes a major step forward in the long fight against the impunity of criminal leaders.

Yves served for a few months at the Nuremberg Tribunal as a young law graduate assisting the French judge, Henri Donnedieu de Vabres, in 1946.

**RE**

Grading the UN and other agencies: a British assessment

In a March 2011 “Multilateral Aid Review”, the United Kingdom’s Department for International Development (DFID) gives us a British assessment of the performance of four multilateral organizations, including UN specialized agencies, UN funds and programmes and other UN bodies.\*

The purpose of the Review is specific: to serve as a basis for making UK funding decisions and for British prioritising of areas for reform in these organizations. It openly links UK funding to the organizations’ strong commitment to even better performance.

British priorities for improvement are:

- Accountability for results;

---

\* UK Department of International Development « Multilateral Aid Review, Taking Forward the Findings of the UK Multilateral Aid Review », March 2011

- Delivery of efficiency savings and value for money in programming;
- Human resource management;
- Transparency and accountability;
- Delivering for women and girls;
- Working in fragile contexts;
- Partnership behaviour.

The merits of international organizations are recognized. The Review acknowledges that the multilateral organizations are an essential part of the international system for development and humanitarian aid. They have a global presence and the legitimacy to work even in politically sensitive contexts where national governments are not welcome. They provide specific technical expertise and deliver aid on a vast scale. They broker international agreements and monitor adherence to them.

However, all organizations are not performing equally well. As we all know, the multilateral system is complex and fragmented, with overlapping mandates and coordination problems.

The British position is that all multilateral organizations should be seeking to achieve the best possible results at the lowest possible cost in support of their mandated development or humanitarian objectives. The performance assessments have been brought together into two indexes: one reflecting contribution to UK development objectives, including humanitarian objectives, and one the organizational strengths: value for money for UK aid was assessed on the basis of performance across both indexes.

The report emphasizes that the assessments relate to value for money for UK development and humanitarian objectives only, and not for wider UK objectives, (meaning presumably wider UK geo-political, economic and social objectives), or for other members of the international community. Interestingly, there is no mention of possible common objectives of the European Union, although several European Union bodies are included in the Review.

The Review grades nine organizations that offer “very good value for money”: in the UN group, UNICEF is one of them, as well as the International Development Association of the World Bank; and, close to WHO although not UN bodies, the Global Alliance for Vaccines and Immunization, and the Global Fund to fight AIDS, TB and Malaria. The DFID will increase its funding for UNICEF from £21m to £40m.

Sixteen organizations are rated as offering “good value” for the British objectives. Of these, UN bodies are the Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), UNDP, UNHCR and WFP, as well as the International Fund for Agricultural Development (IFAD). UNITAID, an autonomous body administered by WHO, is also on this list. The UK, its second largest donor after France, has just signed a three-year pledge to the agency of £159m.

Nine organizations are only offering “adequate” value for money: of the UN group, the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), UNAIDS, UNEP, UNFPA and WHO.

The bottom list of those organizations giving only “poor” value for money includes also nine organizations, seven of which are UN bodies: HABITAT, the UN International Strategy for Disaster Risk Reduction (UNISDR), the UN Development Fund for Women (UNIFEM – now merged into UN Women), and ... four specialized agencies: FAO, ILO, UNESCO and UNIDO! The UK is stopping extra-budgetary funding to UNISDR and HABITAT and ending UK membership of UNIDO. The rationale for the poor rating of ILO is that, although it has a strong role to play in setting labour standards, the review concluded that ILO does not have a significant impact on the Millennium Development Goals, because its operations on the ground in developing countries are limited. There will be no DFID funding to ILO beyond its recent contributions of £6.6m per year. If reform actions are not implemented satisfactorily by

FAO, the UK will consider whether to continue being a member and whether there are more effective ways of supporting its objectives on nutrition, food security and agriculture. A similar warning is addressed to UNESCO.

Again, these ratings represent British findings and views and not those of other countries, nor probably, those of a majority of member States in UN governing bodies. However, the UK is a big contributor to regular and voluntary budgets of UN organizations and their chief executive heads will no doubt take due notice of these assessments and warnings.

**Yves BEIGBEDER**

### Shakespeare – beyond words

Working at UNESCO, it was difficult to avoid meeting the word « culture » in all its guises, in six official languages and in countless mother tongues. In some of these, the word does not exist; in others, it exists but is stretched to cover a variety of ideas.

Listening to delegates from the world over, I began to see that the word meant many different things to many different people. For some it was an exclusive attribute; « la culture » is what they were endowed with, others had folklore. Some talked of high-brow and low-brow culture, others said there was mainstream culture and ethnic culture. Then again the word was qualified as history or heritage or entertainment or politics. There was even a brief but doomed attempt by the WTO to highjack the whole concept under the category of « cultural goods. »

Culture, I soon learnt, was a many-splendoured idea open to various definitions. The one that has remained with me over the years is this one by the Mexican writer, Carlos Fuentes:

« Culture is like a sea-shell in which we hear echoes of what we once were, what we might have been and what we could be.... »

These words came back to me last July as I sat in the Lyric Theatre in London's West End, watching British schoolchildren perform Shakespeare during a gala evening to celebrate the tenth anniversary of the Shakespeare for Schools Festival. The SSF is a charity devoted to promoting the performance of Shakespeare's plays in schools all over the UK.

It was started by two producers of a popular TV series called « Animated Shakespeare » who adapted the idea for use in schools of which there are now 650, involving some 13,000 teachers and directors. In this way, schoolchildren can perform real Shakespeare in real theatres across the country.

The gala evening brought together about six schools from very different backgrounds, including one for severely disabled kids, but with a common thread of self-confidence and joy. As the Times critic put it in her article the following day, for some mysterious and magical reason, Shakespeare liberates us all. To her, « this is something to do with 17<sup>th</sup> century élan, the flood of wild but precise musical language and the demand for loudness and emotion embedded in the very text. »

The Mill Hill County High School's mastery of the text of the « Taming of the Shrew » was impressive enough, but even more so was the 12 year-old who played Kate with a perfect understanding of the Shrew's anti-feminist arguments.

A very sophisticated, 1920s version of a « Comedy of Errors » was presented by a school from Harrowgate with a tongue-in-cheek panache which made this unlikely tale come to glittering life.

There were two performances, however, that stood out, not so much for their mastery of Shakespearean language and plot but because of what they demonstrated about the human condition as it once was (in the play) and as it is now (in the UK today).

In the first one, the lights dimmed as a teenager, Tasmin Siddiqi Amin from the Lambeth Academy, walked alone on to the empty stage, dressed from head to toe in a sparkling, cream-white robe. A hush descended on the noisy audience (full of children and their families) as the girl's powerful eyes looked fearlessly out of her otherwise calm brown face.

What presence, I said to myself as I tried to guess the part she was about to play: Lady Macbeth? She was certainly dressed for it. Then she began to speak: “To be, or not to be; that is the question”

A suppressed gasp and one realized this was a she-Hamlet from a school in the East End of London, home to many families of Bangladeshi origin. An utterly contemporary version of the universal dilemma posed by Hamlet and here spelt out with such poignant feeling by Tasmin in her hijab...!

The last play of the evening was « Twelfth Night » performed by 56 members of the Queen Elizabeth II School for children with “severe, profound and multiple learning difficulties”. This was Shakespeare without words, for almost no lines were spoken by the children who were guided by a teacher reading the narrative. The children danced through the play’s plots and intrigues with consummate ease, while the main characters of Sir Toby Belch, Viola and Olivia and Orsino and Malvolio, visibly disabled, acted and spoke their simple lines as to the manner born. As for the sets, these too were acted out by the cast in the form of a chorus representing storms, trees, seagulls and so on.

The pleasure and satisfaction in these children’s faces as they bowed before a rapturous audience was wondrous to behold. After the plays, all the actors sat on the stage and talked about their experience and almost all said this contact with Shakespeare’s world had been « life-changing » and « empowering ». As the young Kate from the Taming of the Shrew put it, « acting Shakespeare gives you something to do that is special to you”.

I came away with some transformative ideas of my own, about culture and identity and how the two can be forged to become a source of richness to be possessed by all. And this applies to all children, whatever their backgrounds and abilities or disabilities.

Beyond all the confusion about « multiculturalism » currently being produced by politicians (mainly for electoral gain), there lies another world where devoted teachers are making it possible for multi-coloured British youngsters to experience the very best in human creativity.

In fact, this work has been quietly going on for years and succeeding generations have been given the chance to put their ears to those seashells in which they can hear sounds from the past which, mysteriously, make the present alive.

Culture opens up the world and at the same time gives us our place in it. We are thus empowered, wherever we may live, to learn about ourselves and understand others, no matter what may be the official language or the mother tongue.

**Annar CASSAM**

## NOUVEAUX MEMBRES

### NEW MEMBERS

<b>ALU-VUARGNOZ Thérèse # (UNHCR)</b>	Avenue Petit-Senn 27 CH-1225 Chêne-Bourg	0041 78 850 8982 Tmdf04@hotmail.fr
<b>ALVAREZ COUVREU Teresita (UNHCR)</b>	Chemin des Fins 11 CH-1218 Grand-Saconnex	0041 22 788 8790 Alvarez-teresita@bluewin.ch
<b>BAKKER Jo-Ann (ILO)</b>	Route de Jussy 16 B CH-1226 Thônex	0041 22 348 7359 Jobakker1@gmail.com
<b>BARDIN Bernard # (UNOG)</b>	24 rue du Jura FR-74100 Ambilly	0033 450 388 771 Bernard.bardin@cegetel.net
<b>BESSETTE Claire (UNHCR)</b>	Rue Fallér 1, CH-1202 Genève	0041 22 344 0306
<b>BRZAKOVITCH Dominique (UNOG)</b>	20 Cité Moynet, FR-75012 Paris	0033 143409 134 dbrzakovitch@gmail.com
<b>BURTON Yasmin (UNRWA)</b>	47 Clos de Champs Vrillards FR-01170 Cessy	0033 450 418 460 yasminunog@hotmail.co.uk
<b>CAPOCCI Jacques (WIPO)</b>	243 Impasse de Même FR-74800 Eteaud	0033 450 034 294 jacques.capocci@orange.fr
<b>CHALLALI Jamel (UNOG)</b>	Avenue de la Foretaille 28 CH-1292 Chambésy	0041 22 772 0217 jchallali@hotmail.com
<b>DADAGLIO Giovanni (ITC)</b>	45 chemin du Ruisseau FR-01280 Preveissin-Moëns	0033 450 405 688 dadaglio@wanadoo.fr
<b>DE SAGARRA Gloria (UNHCR)</b>	Chemin Pré-des-Fourneaux 53 CH-1293 Bellevue	0041 22 774 4840 gloriadesagarra@hotmail.com
<b>DEIPENBRUCK Sonja # (UNOG)</b>	Rue du Vidollet 19 CH-1202 Genève	0041 22 734 2837
<b>DOREN-NIELSEN Margarita # (UNOG)</b>	Boulevard du Pont d'Arve 15 CH-1205 Genève	0041 22 320 8414 mdoren@netcourrier.com
<b>DUPPENTHALER Vivienne (WHO)</b>	Chemin des Manons 7 CH-1218 Grand-Saconnex	0041 22 798 4040 Vivienne.duppenthaler@gmail.com
<b>GROOT Fedde Jan (UNHCR)</b>	Rue Saint-Jean 25 CH-1203 Genève	0041 22 301 3334 feddejan@hotmail.com
<b>GROTH Steffen (WHO)</b>	2 Les Villas des Hautins 430 chemin des Hautins FR-01280 Preveissin-Moëns	0033 450 400 812 groths@who.int
<b>HANSEN-VARGAS Susan (WMO)</b>	Calle Noruega 6620, Depto. 112 Las Condes, Santiago, Chili	0056 2 325 9490
<b>HECKEL William</b>	4 bis route de la Pointe FR-74140 Messery	0033 450 941 397 Rwheckel3@gmail.com
<b>HOEBRECK Jean-Paul (WIPO)</b>	Chemin du Champ-Baron 8 CH-1203 Genève	0041 22 734 8788 hoebrecck@bluewin.ch
<b>INCORPORA Bernard (UNOG)</b>	6 Place Portes de France FR-74240 Gaillard	L0033 450 388 632 berinco@hotmail.fr
<b>KOTTE Detlef</b>	56 chemin d'Arvillard FR-74160 Archamps	0041 79 238 9072 julius.kotte@gmail.com
<b>LI Jiahao (WIPO)</b>	Chemin des Picottes 8D CH-1217 Meyrin	0041 22 782 8922 Jhlppip06@yahoo.com

<b>MANGIN Janick (UNOG)</b>	Résidence Le Châtelard 23 route de Meyrin FR-01210 Ferney-Voltaire	
<b>MARTIN Christiane</b>	Rue de Lyon 71 CH-1205 Genève	0041 22 344 5124 christianemartin@bluewin.ch
<b>MBOANA Louis Michel (UNHCR)</b>	B.P. 20472, Libreville, Gabon	00241 0429 2453 mlouismichel@yahoo.fr
<b>MOREL Marie-Monique # (UNHCR)</b>	888 route de Beauregard FR-74160 Presilly	0033 450 384 170 Morel.mariemarcel@orange.fr
<b>OSMAN Ihab Reda (WIPO)</b>	Chemin du Nant-de-Crève- Cœur 6, CH-1290 Versoix	0041 22 755 2114 lhab.osman@bluewin.ch
<b>PATEL Miranda (UNOG)</b>	354 rue de Villard FR-01220 Divonne-les-Bains	0033 450 202 466 mpatel21550@gmail.com
<b>ROBERTS Julia (WTO)</b>	Chemin les Grands-Champs 9 CH-1279 Bogis-Bossey	0041 22 776 0284 jroberts@bluewin.ch
<b>ROBLIN Betty # (UNDP)</b>	« Eden Parc », Bât. D 293 rue de la Cité FR-01220 Divonne.les-Bains	Betty.roblin@wanadoo.fr
<b>ROD Josiane (UNOG)</b>	Rue du Carroz 15 CH-1197 Prangins	0041 22 361 3152
<b>SANCHEZ Carlos (ITU)</b>	Bois de Pierre Verte 61 FR-74140 Veigy	0033 450 948 081 Carlos.sanchez@lopezcito.net
<b>SINCLAIR-LOUTIT Stephan (UNHCR)</b>	Casteillas, FR-09500 Malegoude	0033 561 686 750 msssl@yahoo.com
<b>SOULIER Yves # (UNHCR)</b>	Avenue des Cavaliers 19 CH-1224 Chêne-Bougeries	0041 22 739 8062 y.soulier@béiewom-cj
<b>SPYCKZAK-VON-BRZEZINSKA Monika (UNOG)</b>	Rue du Dôle 36-, CH-1206 Genève	0041 22 732 3772 spyczak@bluewin.ch
<b>SUNDARAM Ambi</b>	Chemin de la Dode 8C CH-1213 Onex	0041 22 757 1208 ambisundaram@gmail.com
<b>ZUCHUAT Josiane (WIPO)</b>	Chemin de la Caroline 22 CH-1213 Petit-Lancy	0041 22 793 3181 Josiane.zuchuat@wipo.int

## ILS NOUS ONT QUITTÉS THEY HAVE PASSED AWAY

### ONU GENÈVE – UN GENEVA

ANDERSON Vera	24 12 2010
ASTIER Michèle	25 04 2011
BURILL Margery	10 02 2011
CAMPBELL-SMITH Paule	18 12 2010
CROUZIER L.	10 02 2011
DAS Jean Kitty Marie	04 02 2011
DEBIEZ Alain	06 12 2010
DE LA PLAZA Luis	14 05 2011
EL FAHAL Hussein	21 01 2011
FAVRE E.	29 01 2011
KHADHRAOUI Mhairi	29 05 2011
MATHEWS Joseph	18 05 2011
McGRATH John	23 02 2011
MOUCHET Marie-Jeanne	22 12 2010
OSMERS Ralph	01 11 2010
OUDOT P.	19 11 2010
PARRATO Danielle Yvonne	15 01 2011
PELISSO A.	18 11 2010
ROSSBOROUGH Robert J.	16 01 2011
SMAAGE Else	02 05 2011
VIDAL Elena	06 01 2011
VISLYKH Victor	21 01 2011

### BIT – ILO

ADDO Nelson Otu	19 03 2011
ARTZY M.	12 01 2011
BOCHATAY Lucie	15 04 2011
CABALLERO Xavier T.	16 02 2011
CANALES Zoila M.	13 01 2011
CUNIN R.A.	24 01 2011
DIDIER Marie-Charlotte	05 05 2011
FONTENEAU Maurice-Gérard	23 03 2011
FORTIN-NICOLLET Yvonne	12 03 2011
GANLEY Ann	13 05 2011
GENECAND Anne-Marie	19 04 2011
GRIMA Anthony-Peter	28 03 2011
HERRERA DE DIFRIERI Wilma	22 12 2010
KANE Mahtar	29 03 2011
KARCHER Elsa	19 04 2011
KNAYER Roswitha	10 01 2011
LANG Gabor Frigyes	20 01 2011
MEDVINSKY Fanny	22 02 2011
MORO Lilian	02 04 2011
NASSAR Mona M.	16 01 2011
PEREZ Georges E.	16 01 2011
PETITPIERRE J.L.	18 12 2010
PONCINI Concita	13 05 2011
SCHAER Emma	31 01 2011
SHAKKOUR Habib Sulaiman	07 11 2010
SILETE Adogli Hogniguede	10 12 2010
SWEDLOW Anne	30 01 2011
SZER STAJÉO Dwpkra Dpra	22 12 2010
TONY Martha Margrit	08 02 2011
WOLF Patricia	16 05 2011

### OMM – WMO

LE FLEM Jean-Jacques	02 02 2011
PARTHASARATHY Sitalakshmi	28 02 2011
RAJENDRAM Gnanalakshmi	15 12 2010

### OMPI – WIPO

KONRAD Heinz Rudolf	15 01 2011
---------------------	------------

### OMS – WHO

ACUNA Hector R.	07 02 2011
BANTOU Anne	31 01 2011
BODEN Ines	22 01 2011
BORGE Carlos Araya	29 11 2010
DALSTON Bianca	14 12 2010
DHIR Savitri	26 12 2010
DIALLO Yaya	24 11 2010
FATTORUSSO Vittorio	02 01 2011
FREITAS DE MATOS Rosalie	30 12 2010
GARCIA Amezquit	28 12 2010
GENOUD Francois M.	08 02 2011
GULD Rita	01 12 2010
HANDLER Edith	16 01 2011
HASHMI M.K.O.	01 12 2010
HEINZE Ingeborg E.A.	02 12 2010
IVANOV Vladimir	10 12 2010
KATTAN Sylvia	15 01 2011
KHALIL Abdel Salam M.	20 12 2010
KRAFFT Rudolf J.G.	07 03 2011
LE BERRE René F.M.	06 12 2010
MALHOTRA Kashmiri I.	06 12 2010
MANN Donegan	17 01 2011
MEHTA Rajkumar	15 01 2011
MOREAU Yvette	17 01 2011
PAPP Eugene	18 01 2011
PETERSEN Erlinda	21 02 2011
PREJSMAN Hedda	11 12 2010
ROBERTSON Hilda Joan	25 03 2011
SANOUSI Hmidou	24 10 2010
SEGARRA Maria Mercedes	18 05 2010
SIMPAH Joshua	04 08 2010
SMITH Ian C.	25 11 2010
SOUDORN Samarn	29 12 2010
SPERINDEI Elsa	12 01 2011
TONI Roukie	13 04 2010
URIBE Luis Jorge	03 01 2011
VALDES PINILLA Raul	10 11 2010
VILAS BOAS Maria	02 01 2011
WILLIAMS Ronald André	26 01 2011

### UIT – ITU

BORECKI Georges	07 04 2011
BOSSON Michele	16 12 2010
CANALES Zoila Maria Josefa	13 02 2011
GARETTO Denise	04 01 2011
LAMAZOUADE A.	21 02 2011
MACKIE James Robertson	16 02 2011
POSADA DA SILVEIRA Omar	24 02 2011
PRELAZ René	07 12 2010



WRIGHT Cyril Oliver	04 12 2010	ROBINSON Miriam	15 01 2011
<b>UNHCR</b>		SHEN Chang-Jui	23 12 2010
LIMBU Kaziman	06 12 2010	SMIRNOV Georgy	22 01 2011
MOHIDEEN BAWA		SOBEL S.L.	02 08 2010
Seinulabadeen	08 09 2010	SOBIN Lee	19 12 2010
NATAR Noubaisse		THOMPSON Miles C.	28 12 2010
Masrangar	11 07 2006	VALZONE Estelle C.	27 12 2010
WONDEMAGEGNEHU		VANNECK Janette Lois	01 02 2011
Tadesse	21 09 2010	WAGENSEIL Arthur	08 01 2011
		WAPENYI Freda N.	14 12 2010
		WARREN Louise Francesca	04 01 2011
		WINANT R.	03 02 2011
		ZEBRE Zdenka	20 01 2011
<b>ONU NEW YORK – UN NEW YORK</b>		<b>AIEA - IAEA</b>	
ABDEL-WAHAB SHERIF		VAN DER KEEMEL Nancy	16 05 2010
Insherah	31 01 2011	FREEMAN S.	07 01 2011
ANAGNOSTOU George C.	11 12 2009	STEIDL Judith	24 02 2011
ARAUJO Lia Cunha	05 02 2011	WIENKE Harm	04 12 2010
BADAWY Abdel-Latif	27 01 2011	WHITE Margaret	24 01 2011
BAPTIST Dorothy R.	21 12 2010		
BARAONA R.	25 09 2010	<b>CELAC – ECLAC SANTIAGO</b>	
BARBOSA Roca C.	12 02 2011	BOZZOLO A.	28 08 2010
BATOVIRIN Youry	20 08 2010	CASTRO Luis	12 01 2011
BAUM M.	16 12 2010	FRUGONE Anita	02 08 2010
BJUNE G.	12 02 2011	MARINAKIS T.	12 01 2011
CHAN Michael Hing-Sang	30 12 2010	SORDELLI Veronica	24 01 2011
CHENIER J.R.	27 01 2011		
COMENDADOR C.	23 12 2010	<b>CELAC – ECLAC MEXICO</b>	
CRADOCK-TURNBULL Thelma	16 01 2011	HARMING B.	08 09 2010
DABEZIES G.A.	23 11 2010	MENDIGOCHEA Carlos Edmun	09 01 2011
DE MOSCARELLA Beatriz B.	22 01 2011	RIOS Enriqueta	27 12 2010
DE SILVA Malani M.	17 01 2011		
DE TUDDO Alma A.	20 12 2010	<b>CESAP - ESCAP</b>	
DI PAOLA Giovanni Mario	05 12 2010	INAYATULLAH C.	05 11 2010
DIJKERMAN Henriette	11 12 2010	NAKAGAWA Koji	23 11 2010
DONGHI Maria Luisa	21 12 2010	REYES Filisa Z.	07 12 2010
DRECHSLER Susanne	19 12 2010	SARKAR Leela	10 02 2011
EL RASHIDI F.	26 10 2010	VAN MAO Nguyen	29 01 2011
FALZON Norbert	06 12 2010		
GEFFEN-ROHT Helen	01 12 2010	<b>FAO</b>	
GIFFON P.M.	09 12 2010	ABERCROMBIE Christine M.	10 01 2011
GREATSINGER Charles	22 12 2010	ALIKUNHI K.H.	28 09 2010
HALBERT B.	04 01 2011	AL-JAFF A.	21 11 2010
HAMANN Bente	16 01 2011	ALMAGIA L.F.	19 12 2010
HEPPLING S.	13 12 2010	AMBLE Venkatesh N.	17 02 2011
HONNOLD J.	21 01 2011	ANTICOLI Vincenzo	23 01 2011
KALMAN Helvi	18 12 2010	ARCIL-MARTIN VIETRI Pilar	08 12 2010
KNWZEVIC Meleva	17 01 2011	AUGSBURGER Herman K.	11 01 2011
KONDRATIEV Chantal	25 11 2010	BANERJI Ranu	20 12 2010
KYJOVSKA M.	03 06 2010	BATTOCCHIA Caterina	07 12 2010
LIU Lora	06 01 2011	BERARDI Anna	28 12 2010
MACCHIONE Salvatori	08 12 2010	BILDESHEIM Monique	12 10 2010
McCUSKER Paul D.	23 11 2010	CALDERONI Roberto	15 02 2011
McNERNEY Florence	14 10 2010	CUOMO Urica Nelida	28 11 2010
MORALES Alberto Juan	20 11 2010	DIAMANTINI Emilio	17 11 2010
MUNCH-PETERSEN Finn	02 12 2010	DUARTE BURBANO Jaime E.	29 11 2010
MURPHY Geraldine	03 12 2010	EYBEN Gaston Fernand J.	02 01 2011
NIYOGI Mollie Katheleen	03 12 2010	GALLETTI Arthur David	22 12 2010
OBOLENSKY Lev	07 12 2010	GNANY (DI GIUSTO) Ginette	24 11 2010
OZGUR Ozdemir	29 01 2011	GODDARD Frederick	21 11 2010
PATEL C.C.	04 02 2011	GOODWIN D.	22 12 2010
PUGLISI Joseph	18 10 2010	HABLUTZEL H.	22 01 2011
RECALDE Sarah	01 01 2011		
RECALDE Sarah	01 01 2011		
RM Vangala Jaya	13 12 2010		

HOLLIMAN Elisabeth	20 01 2011
HOYRUP Else	18 11 2010
HUSBANDS Selina Albertha	15 11 2010
ISLAM Tarafder R.	04 01 2011
JEWELL Fred	24 12 2010
JONES Emil	01 12 2010
JOVANE D.J.	31 01 2011
JUL Anna	07 10 2010
KAHANE Anne	21 01 2011
KHATTAR Elias Hanna	31 12 2008
LEE Robert Edward	06 12 2010
LEVIE Emile E.	02 10 2010
LOROCH Kim J.	08 12 2010
MAHADEVAN Kanagapooshani	23 12 2010
MICHETTI Laura	10 11 2010
MONTANER Hermione Ester	15 01 2010
MORRISON TIXI Rosemary	26 11 2010
MUNOZ ALABA Manuel	12 11 2010
OZBILEN E.	02 01 2011
PERFUMO Rul	13 11 2010
PETERS Ake F.	31 01 2011
PICARD Arnaud	16 01 2011
RIGHI-MALERBA Filomena	22 12 2010
SAUNDERS J.H.	17 11 2010
SIRIPALA Wickremasinghe	14 11 2010
SMYTH Joyce Winifred	12 01 2011
SOGARO Mario	01 01 2011
SORRICHIO Anna Maria	14 01 2011
STEPPE Herman	03 02 2011
TOSSAVI John Aboki	29 09 2010
VASCONCELOS Luiz Filipe G.	23 12 2010
WADHWA Radha Krishan	10 12 2010
WRISLEY D.D.	27 01 2011
ZAREMBA Jacek	03 12 2010

#### ICCROM

TORRACA Giorgio	25 09 2010
-----------------	------------

#### OACI – ICAO

CABRAL Jeanie	28 12 2010
FITZGERALD Jacqueline	17 02 2011
GERONIMO Guadalupe Layson	17 01 2011
GONZALEZ M.	11 11 2009
JOHNSON Arthur	17 12 2010
KIENITZ Gabor	30 12 2010
SJUVE Ragnar H.	16 11 2010
TEMPLE Mavis Vera	26 11 2010

#### OIM – IMO

BELAMARIC Zdravko	19 01 2011
MOAT Eric	03 12 2010

#### ONUDI – UNIDO

BRINKMAN Gerardus	01 12 2010
GRONIER Françoise	26 01 2011
HASBANI Nadia	17 01 2011
IVAN Endre George	06 10 2010
MYTSYK Luyudmyla	23 04 2010
ROCHE Edith M.	01 12 2010
ROG-SWIOSTEK Barbara	14 09 2010

#### PAM – WFP

BURBERRY Keith	05 12 2010
----------------	------------

#### PNUD – UNDP

KABA Moussa	23 10 2010
JENKANYING A.	28 09 2010
ZAHRA MOHAMMED Imam	02 03 2010
BANZRAGCH Davaagin	04 12 2010
ADHIKARI Dhruva Prasad	24 20 2010
SITHIDETH Boun Manh	31 01 2011
HARNEY Neville Cyril	24 02 2011
ASLAM Mohamed	25 01 2011
JAGHURY Abdul Malik	22 01 2011
INAATULLAH Chaudhry	05 11 2010
BOORSMA Sjoerd	24 11 2010
KUNITZBERGER Johannes	27 10 2010
VANDEPORTAELE Daniel D.	28 11 2010
PEREIRA Lidwin P.	06 01 2011
SPRINGER Katherine	17 12 2010
AWALE Abdirazak	23 12 2010

#### PNUE – UNEP

MIKHAIL Ramses	01 04 2011
NIELSEN Bent H.	31 10 2010

#### UNDOF

FARHA Khalil	12 08 2010
--------------	------------

#### UNECA

ARRAT Gizaw W.M.	24 12 2010
GETACHEW Ayele	02 08 2010

#### UNESCO

AL SHAABI Mohamed Ali	03 12 2010
BUBTANA Abdalla	23 11 2010
CAPRON Clara	06 01 2011
CONDE Almany	31 01 2011
DE FRANZ Marie Anne	15 01 2011
DELAVENAY (MUSSON) Katherine	27 11 2010
DIATTA Fatoumata	22 06 2010
FERNANDEZ P.	01 04 2010
FIGUERGA Margarita	04 12 2010
GIARRATANO Louise M.J.	16 01 2011
LAMBERT Barrau	18 01 2011
LECUYER Denise Marthe M.	25 12 1020
McKITTERICK G.	20 01 2011
MILLER A.	25 12 2010
ORTEGA CARDENAS Carlos	03 01 2011
OTT-DEQUATRE Jacqueline	17 02 2011
RASCH Sidsel	27 12 2010
SALAS Esther	18 09 2010
SALEM Adnan	04 02 2011
SHEN Richard	10 11 2010
TERENZIO Pio-Carlo	14 11 2010
VELEZ E.	03 01 2011
VOUILLEMONT F.	15 11 2010
ZACHAU W.	21 01 2011
ZANIEWICKA Margaret	30 01 2011

#### UNESCWA

JUTE Yvonne	08 01 2011
DODD Peter Carter	25 11 2010
RADJAI Ahmad A.	15 12 2010
SMIRNOV Georgy M.	22 01 2011

**UNFIL**

ESSA Ali H. 12 02 2011  
JERES Jeries N. 04 01 2011

**UNIC**

BOBB Jeanne-Claire 29 11 2010

**UNICEF**

BEON Yves 01 02 2011  
EGGER Charles 12 10 2010  
FREDERICO Isabel 01 07 2007  
HLA-TIN Bonventure C. 23 09 2010

LEHMANN-HALENS Sybille 26 01 2011  
NARULA Hans Raj 14 12 2010  
PINTO Gerald Jacob 04 02 2011  
PREM KUMAR Damara 31 12 2010  
VENKATARAMAN G.S. 02 11 2010

**UNRWA**

FISHMORE Mary E. 28 12 2010  
HOLDAWAY Peter 16 12 2010  
WIRING (REHMANN) Ilse Erna 07 11 2010

**UNTC**

REED Lilia Esther 17 10 2010